REFLEX PS

Bimestriel antifasciste • 20 FF • mars 1995 n°45

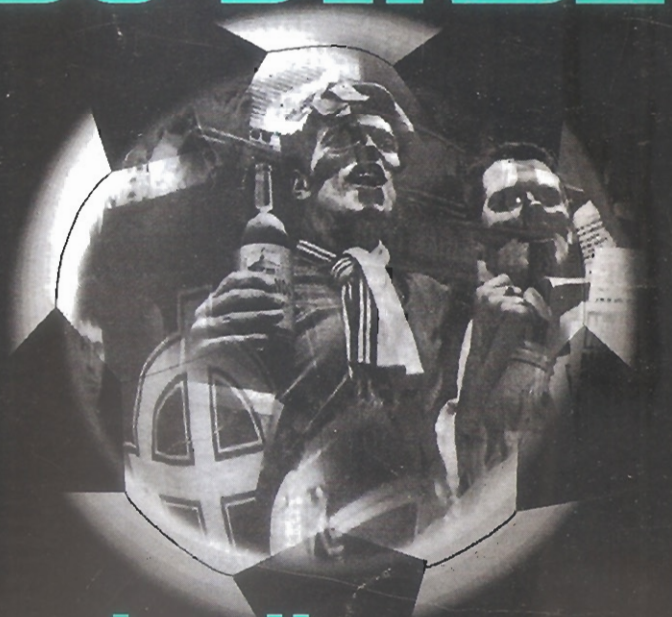
Le FN et l'argent

TÊTE BASSE *et* MAINS PLEINES

POLICE

F+AF LIC PIP

L'ODIEUX DU STADE



ROMS INTERVIEW AVEC CLAIRE AUZIAS

PARTI HUMANISTE

LA SALE SECTE PRES DE CHEZ VOUS

Les hooligans à travers l'Europe

Europe

GRANDE-BRETAGNE • AUTRICHE • ITALIE

Sommaire du numéro **45**

mars 1995

EXTRÊME DROITE page 3 — Le Front national et l'argent :
LE FN FAIT SAUTER LA BANQUE

Parti humaniste :
LA SALE SECTE PRÈS DE CHEZ VOUS — EXTRÊME DROITE page 5

IMMIGRATION page 8 — Interview avec Claire Auzias :
ROMS : UN CRIME ANNONCÉ

LIVRET EUROPE page 10 — HOOLIGANS :
DES PAINS ET DES JEUX

Autriche
p. 14 **L'AUTRICHE EN GRIS**

Italie
p. 18 **SEARCHLIGHT** — **Ciao, Gian Maria** p. 16

POLICE / EXTRÊME DROITE page 19 — FPIP :
«FPIP PAS, ON EST DES FAFS !»

ANARCHISME page 21 — Luigi Fabbri :
UN EFFORT DE LUCIDITÉ À L'AUBE DU FASCISME ET DU BOLCHÉVISME

HISTOIRE page 24 — Interview de Michel Taubmann :
À PROPOS DE L'AFFAIRE GUINGOUIN

et... ***Abonnement : page 23***
Notes de lecture : page 26

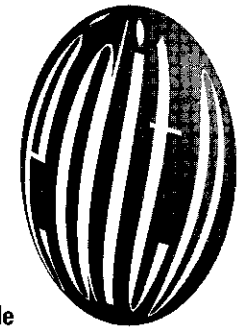
REFLEXes est le magazine de l'association SCALP-REFLEX, qui a pour objectif de lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes. Nous élargissons ainsi nos activités à toutes les mesures de répression prises par l'État français, mais notre lutte n'est pas seulement hexagonales et nous accordons une grande place à l'Europe.
Nous luttons pour la constitution d'un mouvement social reposant sur des collectifs de base auto-organisés dont l'objectif est de reconstruire des espaces autonomes et de contre-pouvoir. Réoccuper l'espace social, réinvestir le tissu associatif, établir des solidarités, mettre en place des structures alternatives nous semblent des tâches décisives pour élaborer une force qui, au-delà de l'antifascisme, pose les jalons d'une autre société.

Laissant à REFLEXes le soin d'analyses plus précises, No Pasaran !, le mensuel du Réseau national antifasciste, essaye de faire circuler l'information pour permettre une mobilisation active sur les luttes en cours et à venir : rendant compte de la vie des groupes et collectifs du Réseau, traitant de l'actualité sous un jour antifasciste, No Pasaran ! est le complément idéal de REFLEXes pour quiconque veut se tenir au courant de l'actualité antifasciste en France... et en Europe.

NO PASARAN !

écrivez-nous !

REFLEX
21ter rue Voltaire 75011 Paris
✆ 43 48 54 95



Après *Libé*, *REFLEXes* !
À la nouvelle formule de 80 pages, nous répondons par une offre plus alléchante encore : 8 pages en moins pour le même prix !

Nous parlons peu de nous dans nos éditos : mais les variations qu'a connues notre journal tant au niveau du contenu et de la maquette qu'au niveau de la périodicité, méritaient une explication. Nous essayons depuis longtemps de concilier les impératifs financiers et rédactionnels ainsi que les exigences des délais, tout en tâchant de ne pas réduire la qualité du journal. *REFLEXes* n'est pas un journal commercial ; ceux qui le font ne sont pas des professionnels. Mais nous estimons que le fait de réaliser un journal militant ne nous dispense pas d'être un minimum sérieux. Ce numéro 45 est le premier d'une «nouvelle formule», plus régulière et qui, nous l'espérons, résistera à l'épreuve du temps et des circonstances. Le «nouveau» *REFLEXes* est un bimestriel de 28 pages, composé d'un livret «Europe» ou «étranger», encadré de 8 pages de part et d'autre. Si les articles sur l'extrême droite conservent une place de choix (le contraire serait un comble pour un journal antifasciste), tout comme les articles sur la police et l'immigration, nous nous efforcerons de nous ouvrir sur d'autres thèmes, dans la mesure où ils s'insèrent dans notre lutte contre l'exclusion, à tous les niveaux. Des articles qui sont sensiblement plus aérés, plus clairs et plus accessibles qu'auparavant. Rien de bien nouveau donc, si ce n'est une plus grande souplesse au niveau de la disposition des textes, souplesse que symbolise le nouveau sommaire, qui favorise une lecture plus «intuitive», avec la disparition des rubriques thématiques. Le principal intérêt de ce nouveau type d'organisation est une réalisation sensiblement plus rapide, et donc une périodicité retrouvée. Fini le *REFLEXes*-Arlésienne : il sera désormais disponible au tout début du mois, un mois sur deux.
Tout cela ressemble fort à de bonnes résolutions de début d'année. Mais 1995 telle qu'elle s'annonce nous appelle à toujours plus de vigilance et d'actions. Autant essayer de nous en donner les moyens. ■

REFLEXes est édité par le réseau REFLEX
directeur de publication
B.Delmotte
dépot légal à parution
ISSN 0764 - 9339
commission paritaire
68 888

Le Front national et l'argent

Le FN fait sauter la banque

Les dernières élections législatives ont vu pour la première fois la mise en application de la loi visant à réglementer le financement des partis politiques. Ainsi, dorénavant, une commission nationale est chargée de vérifier les comptes de chaque candidat pour voir s'il n'a pas dépassé le plafond de financement autorisé qui est de 500 000 francs. Les dons des entreprises étaient autorisés (en décembre 1994, une nouvelle loi supprimant les dons des entreprises a été votée) pour un maximum de 50 000 francs (30 000 pour une personne privée). Le tout, bien entendu, déductible des impôts.

Ce qui est plus intéressant, c'est que ce financement s'accompagne de la publication dans le *Journal officiel* (du mercredi 27 avril 1994) de la liste des généreux donateurs. C'est ainsi qu'on a la confirmation de ce dont tout le monde se doutait :

• ce sont les plus grands groupes industriels qui financent les candidats.

• au palmarès de ces grandes entreprises, on trouve des entreprises du Bâtiment et des Travaux publics, ou des services aux collectivités, à l'instar de Bouygues et de ses filiales (Colas, SCREG, SAUR, NORPAC, Dalla Vera...), la Compagnie générale des Eaux (SOGEA, SEM, GTM...), la Lyonnaise des Eaux Dumez (Camperon...). Leur financement est éclectique : ils financent tout le monde à droite comme à gauche (Parti communiste compris) et parfois deux candidats opposés dans la même circonscription, gagnant ainsi dans tous les cas.

• les dons les plus importants sont allés aux grandes figures de la majorité, comme Balkany (budget : 1 850 000 frcs) ou, plus étonnant, Pandraud (1 120 000 frcs).

• les hommes politiques ont plus dépensé l'argent du contribuable que le leur. Ainsi, au palmarès des plus radins, on trouve Méhaignerie, qui a déboursé 400 frcs de sa poche sur un budget total de 490 000 frcs, mais cela est nettement mieux que ceux qui n'ont rien déboursé du tout : Madelin (0 franc sur un budget de 380 000 frcs), Emmanuelli (sur 450 000 frcs), Léotard (sur 400 000 frcs), Sarkozy (sur 420 000 frcs), Giscard (sur 635 000 frcs), Toubon (sur 750 000 frcs), Jack Lang (sur 655 000 frcs), Bayrou (sur 960 000 frcs). D'autres ont fait des sacrifices : Balladur (30 000 frcs sur un budget de 490 000 frcs), Tapie (22 000 frcs sur 730 000 frcs), Baudis (15 000 frcs sur 520 000 frcs), Carignon (2010 frcs sur 700 000 frcs), Harlem Désir (1000 frcs sur 315 000 frcs) et Julien Dray (400 frcs sur 430 000 frcs).

• les ex-gauchistes reconvertis au socialisme alimentaire ont eu le droit à une part du gâteau. Henri Weber, ancien dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire, aujourd'hui au Parti socialiste et proche de Laurent Fabius, a reçu entre autres 50 000 frcs de AB production, la boîte qui produit *Hélène et les garçons*, *Le Miel et les abeilles* (à quand *Henri et la Révo* ?) ; Alain Geismar, l'un des leaders de mai 1968, puis de l'organisation maoïste Gauche prolétarienne (où il fantasmait avec son copain Serge July sur la guérilla urbaine) a bénéficié de l'aide du Grand Kapital du béton Bouygues avec 50 000 frcs. Julien Dray, lui aussi ancien de la LCR et de SOS Racisme, qui se veut le leader de la gauche du parti socialiste, n'a pas craché sur l'aide des filiales de multinationales comme Bouygues (au moins 50 000 frcs) ou la CGE (au moins 15 000 frcs). Il est vrai qu'ils sont encore jeunes dans le métier et qu'ils n'ont pas atteint la dextérité d'un Jack Lang dont la campagne a été essentiellement financée par des entreprises aussi prolétariennes que Cartier, Chanel, Moët Hennessy, Yves Saint Laurent, BSN, CGE et l'inévitable Bouygues.

Mais ce qui nous intéresse le plus, c'est évidemment de connaître ceux qui financent le Front national. En effet, celui-ci arrive généralement à se présenter comme un parti vivant uniquement de l'argent de ses militants (cotisations, dons, financement des meetings grâce au système des places payantes...), car rares sont effectivement les patrons qui s'affichent ouvertement avec Le Pen[1].

L'étude des dons effectués à l'occasion de la campagne des législatives était un bon moyen de juger de la réussite ou de l'échec de la pénétration des idées du Front national dans le milieu des entreprises. Au vu des noms publiés, on peut classer les donateurs en trois catégories :

• les petits, généralement des PME locales, ce qui permet de se faire une idée de l'implantation du candidat et des liens qu'il a su tisser dans le milieu économique et social.

• les intéressés, ceux qui financent le Front national comme ils financent la droite ou la gauche. Pour eux, c'est un placement à long terme.

• les politiques, des militants purs et durs qui rêvent de voir Jean-Marie président.

Certains candidats du Front allient même les trois sources de financement,

Nom : PEYRAT
Prénom : Jacques
Budget : 310 000 francs

Principaux financiers :
SARL Nadec : 10 000 f
ETS Sarovelli : 5000 f

les réseaux d'amitiés rejoignant souvent les réseaux politiques, comme c'est le cas pour Michel de Rostolan, qui a bénéficié de 40 000 frcs provenant de la SA Monoprix (30 000 frcs) et de l'association Union pour la Liberté (10 000 frcs). Michel de Rostolan est le fondateur et le principal animateur du Cercle Renaissance souvent décrit comme une passerelle entre la droite et l'extrême droite, une antichambre du FN dans les milieux économiques. Rien d'étonnant donc à retrouver Monoprix dans le financement de la campagne de Rostolan puisque son président Jacques Malard est membre du Cercle Renaissance (il est aussi au passage le beau-frère de Charles de Chambrun, ancien député du FN dont nous reparlerons plus tard). Quant à l'Union pour la Liberté, ce n'est rien d'autre que la branche française de la Ligue mondiale anticommuniste (ou WACL en anglais), organisation internationale qui est toujours en activité malgré son changement de nom. On y retrouve le président de la branche asiatique de la WACL ainsi que sa représentante pour la France, Suzanne Labin, membres du comité de parrainage du Cercle Renaissance. L'Union pour la Liberté a financé, outre De Rostolan, trois autres candidats : Ladislas Poniatowski (aujourd'hui député UDF-RPR), Christian Gourmelen (UDF-RPR), et le docteur Savy (RPR), très bien introduit dans les milieux médicaux et président du club Avenir et Liberté, une association membre de... l'Union pour la Liberté.

Nom : MEGRET

Prénom : Bruno

Budget :

300 000 francs

Principaux financiers :

FN : 100 000 francs

MARIBIS SA : 20 000 francs

SETP : 20 000 francs

À l'intersection des mêmes réseaux politico-financiers, nous retrouvons Jean-Michel Dubois, président à la fois du Cercle Entreprise moderne et Liberté et du cercle Alexis de Tocqueville[2], conseiller municipal à Aulnay-sous-Bois et conseiller régional d'Île-de-France, «chargé des questions économiques» au sein du FN. Il a très vite pris de l'importance du fait de son poste stratégique, au point qu'il a été nommé directement par Le Pen au bureau politique du FN sans passer par le vote des militants. Au cours de sa campagne électorale, Dubois a reçu un seul don, mais de 20 000 frcs, du Syndicat des Entrepreneurs de Travaux publics de France et d'Outre Mer, tout comme Bruno Mégret. Si les poids lourds du BTP n'ont rien versé au FN, il semble que les PME de cette branche soient sensibles au discours ultralibéral du FN. Outre les deux membres du FN, ce syndicat a financé un troisième candidat : Michel Rocard.

Autre financement politique (au sens où la politique c'est prévoir), les 50 000 frcs versés par Omnium Plastique à Dominique Chaboche. Spécialiste de l'emballage plastique, Omnium Plastique a été un des grands argentiers de ces élections, en finançant aussi bien la droite que la gauche (Bérégovoy par exemple). Il est clair là aussi que la décision de financer un candidat du FN s'inscrit dans une stratégie consistant à arroser large, mais cela signifie aussi que le FN est devenu un parti fréquentable et surtout susceptible d'acquérir du pouvoir (dans une optique essentiellement locale) qui l'amènerait alors à gérer des budgets importants dans le bâtiment, les ordures ménagères, la restauration collective, le chauffage, l'eau... Bref, un investissement comme un autre pour certaines entreprises.

Cette analyse se confirme au regard des dons reçus par des membres du FN exerçant ou ayant exercé un pouvoir politique local d'importance. Ainsi, Charles de Chambrun, élu député FN en 1986, puis maire de Saint Gilles dans le Gard en 1989 (avant d'être mis en minorité lors du vote du budget de la commune en 1992), a bénéficié de 95 000 frcs de dons provenant des entreprises, dont 50 000 frcs de Guintoli et 5000 frcs de la SCEA Durance (à signaler que Guintoli a financé un deuxième candidat pour la même somme, Léon Vachet, sénateur RPR des Alpes de Haute-Provence). De Chambrun peut aussi compter sur l'appui de son frère, qui depuis 1981 est le directeur-général adjoint de la Saudi European Bank et membre du conseil d'administration du Cercle Entreprise moderne et Liberté, ainsi que sur Malard, le PDG de Monoprix dont il est le gendre. Même chose pour Marie-France Stirbois, seul député FN à avoir été élu au suffrage universel direct à Dreux, une ville où le FN est solidement implanté depuis 1983, qui a récolté 30 000 frcs de la SEMU.

À une moindre échelle, mais tout aussi significatifs :

- les 38 000 frcs récoltés par Philippe Adam, conseiller général du FN à Salon dans les Bouches-du-Rhône. Une somme représentant la contribution de huit PME avec des dons allant de 200 à 6500 frcs.
- les 20 000 frcs récoltés par Dominique Martin, conseiller régional de Savoie et conseiller municipal de Cluze, qui proviennent de douze entreprises, avec des dons allant de 250 frcs à 7600 frcs versés par l'association Faucigny Natures.

Il y a aussi ceux qui bénéficient à la fois de leur travail de terrain et de la perspective prochaine d'une prise de pouvoir locale. C'est le cas de Bruno Mégret, dont le budget de campagne a été un des plus importants de tous les candidats du FN avec 300 000 frcs. Un budget remarquable par le nom des donateurs (20 000 frcs du Syndicat professionnel des Entrepreneurs de Travaux publics, 20 000 frcs de la SA Maribis), mais surtout par l'importance des dons des particuliers (150 000 frcs, soit la moitié de son budget). Une importance qui démontre à la fois la réussite de l'implantation de Mégret dans les Bouches-du-Rhône, et sa reconnaissance par les décideurs qui pensent qu'il va bientôt avoir un rôle important à jouer, tant au niveau local que national : au niveau local, avec la perspective de décrocher la mairie de Vitrolles, une ville proche de Marseille, où le FN arrive régulièrement en tête de toutes les élections depuis cinq ans ; au niveau national, certains milieux financiers verraient d'un bon œil Mégret devenir le successeur de Jean-Marie Le Pen à la tête du FN. Un Mégret qui a pour lui d'être polytechnicien et ingénieur des ponts et chaussées, d'être issu de la droite libérale et d'être proche du RPR, bref d'être quelqu'un avec qui on peut discuter, et qui a le mérite d'être plus présentable qu'un Le Pen, tout juste bon à faire des calembours douteux.

Même cas de figure pour Jacques Peyrat, ancien leader du Front national à Nice, qui était souvent cité (avant son départ du FN) comme un des plus sérieux candidats à la mairie de Nice pour les municipales de 1995. Le budget de sa campagne s'est élevé à 310 000 frcs, dont les deux tiers

proviennent des entreprises (80 000 frcs) et de particuliers (110 000 frcs). Pour les entreprises, on trouve une dizaine de PME qui ont donné entre 500 et 25 000 frcs, les plus généreuses étant l'association Nice 2000 avec 25 000 frcs, la société SAE avec 25 000 frcs, la SARL SNADEC avec 10 000 frcs et l'entreprise Saravelli avec 5000 frcs. À titre de comparaison, Jean-Marie Le Pen, qui se présentait lui aussi à Nice, dans la troisième circonscription, ne pouvait compter que sur un budget de 280 000 frcs, financé pour la moitié par le Front national, le millionnaire Le Pen s'étant montré comme toujours avare de son argent personnel (seulement 50 000 frcs). En tout cas, les patrons niçois ne se sont pas bousculés pour le financer : seule l'entreprise Pioch lui a versé 5000 frcs, le reste des dons (au total 38 000 frcs) provenant d'associations satellites ou membres du FN, comme l'association des amis de *National Hebdo* (10 000 frcs), ou l'association du groupe FN du conseil régional PACA (13 000 frcs). Même chose pour les dons de particuliers, qui atteignent la somme de 64 000 frcs[3]. Visiblement, Le Pen n'a pas réussi son parachutage sur Nice, les décideurs des PME lui ayant préféré l'enfant du pays, Peyrat. Pour beaucoup, l'élection de Le Pen aurait risqué de remettre en cause la bonne image de Nice à l'étranger, et aurait fait fuir les affaires et les investisseurs. Cette problématique a très bien été suivie par Peyrat qui a déclaré vouloir élargir son électorat au-delà du Front national et qui a présenté une liste où n'apparaissait pas le nom du FN. C'est ce qui a motivé son départ du Front lors de l'Université d'été de septembre 1994. Le FN peut néanmoins compter sur un noyau d'entreprises militantes comme les éditions Leconte (qui ont financé la campagne électorale de trois candidats du Front dans le Val-de-Marne : Christian Le Scornec, Bruno Serignat et Bénédicte Vivel en leur versant à chacun 20 000 frcs) ou la SA Île d'Oléron et le Comité de Soutien au Libéralisme, qui ont financé la campagne de Jean-François Galvaire et Pascal Markovski en Charentes-Maritimes, en leur octroyant 9000 frcs à chaçun. Le laboratoire Beaufour a versé 10 000 frcs au docteur Lafay, responsable du Cercle national Santé ; ce labo est dirigé par Gérard et Albert Beaufour, membres du Cercle Renaissance. Ils ont notamment employé dans leur entreprise Jean-Claude Bardet, ancien du GRECE devenu ensuite membre du FN.

À la lumière de ces élections, il est clair que le FN n'a pas réussi sa percée dans le monde des grandes entreprises : aucun des grands financeurs de la vie politique (bâtiment et gestion de l'eau) n'a soutenu le FN. Les patrons évitent toujours de soutenir publiquement le FN : trop d'intérêts sont en jeu et un marché est si vite perdu. Les PME qui financent le FN, elles, choisissent les candidats les plus implantés localement. Il faut ajouter malgré tout que certaines entreprises, dont les ressources dépendent pour l'essentiel des collectivités locales, intègrent dans leur stratégie la prise de contrôle de certaines municipalités par le FN. Dans la perspective des municipales de 1995, c'est le cas dans le sud où le FN est capable de détenir des mairies d'importance comme Toulon, Nice, Vitrolles, Marignane.

Dans ce cas-là, on assisterait à un nouveau développement du FN en tant qu'alternative, avec le soutien cette fois d'une partie non négligeable du monde des affaires. ■

1. Voir «FN les nouveaux collabos» *in* *REFLEXes* n°37, été 1992, pp. 4-6.
2. Voir *REFLEXes* n°37 et Blandine Hennion *Le FN, l'argent et l'establishment*, La Découverte, 1993.
3. Encore à titre de comparaison, Albert Peyron, autre candidat FN niçois, a recueilli 44 000 frcs de dons privés.

Financement des candidats FN

(Lors des dernières élections législatives)

Nom des candidats						Nom des financiers
PEYRAT	310 000	68 000	–	80 000	110 000	SARL Nadec : 10 000 ; ETS Sarovelli : 5 000
MEGRET Bruno	300 000	100 000	–	43 000	150 000	MARIBIS SA : 20 000 ; SETP : 20 000
LE PEN Jean-Marie	280 000	50 000	95 000	38 000	64 000	PIOCH : 5000 ; AANH : 10 000
CHAMBRUN	190 000	23 600	–	95 000	69 000	SA Guintoli : 50 000 ; SCEA Durance : 5000
STIRBOIS	170 000	135 000	–	30 000	6700	SEMU : 30 000
ADAM	160 000	70 000	4500	38 000	12 000	8 PME
ROSTOLAN	160 000	50 000	–	40 000	70 000	Monoprix : 30 000 ; Union pr la Liberté : 10 000
MARTINEZ J.C.	130 000	65 000	30 000	12 000	18 000	Librairie technique : 6000 ; SA SIDAG : 6000
CHABOCHE	110 000	55 000	–	50 000	2000	OMNIUM PLASTIQUE : 50 000
MARTIN	110 000	65 000	–	20 000	25 000	Ass. FANCIGNY NATURE : 7600
DUBOIS	100 000	70 000	–	20 000	6 000	Synd. des entr. de TP (SETP) : 20 000
LAFAY	100 000	35 000	–	20 000	45 000	SCRAS : 10 000 ; Labo. Beaufour : 10 000
SERIGNAT	80 000	50 000	–	20 000	5000	Éditions LECONTE : 20 000
VINEL	80 000	55 000	–	20 000	5590	Éditions LECONTE : 20 000
BOUIN	75 000	65 000	–	10 000	–	SA LAMOR : 5000 ; SA HENDIS : 5000
LE SCORNEC	70 000	50 000	–	20 000	–	Éditions LECONTE : 20 000
MARKOVSKI	66 000	52 000	–	9000	5000	SA Ile d'Oléron : 8000
GALVAIRE	65 000	55 000	–	9000	1000	CS Libéralisme : 10 000
DORE	60 000	50 000	–	10 000	–	JB BLANC Holding : 10 000

Budget

Apport personnel

financement du parti

dons d'entreprises

dons de particuliers

Le Parti humaniste :

La sale secte près de chez vous

Le «père fondateur» s'appelle Mario Rodriguez Cobos, c'est un Argentin des environs de Mendoza où sa famille tient une prospère latifundia vinicole que lui-même a reprise en lui adjoignant une distillerie et une conserverie. En 1969, l'année de son «big-bang», il a 31 ans et a déjà derrière lui un curieux parcours : douze années de scolarité catholique, une vocation de séminariste-prédicateur très tôt interrompue par un éloignement trop marqué du dogme (alors qu'il était quand même parvenu à la présidence de la Jeunesse catholique argentine), un goût prononcé pour la littérature et la sienne en particulier (*Les Imbéciles*, essai écrit à 18 ans et hélas introuvable), et également moult pérégrinations à l'étranger, mi-touristiques, mi-mystiques, en Europe surtout : en 1962, il est à Naples au sein d'un groupe ésotérique, «Escola Tagata», et il y adopte le pseudo de «Silo».

L'étymologie est incertaine, mais il est presque sûr que notre pampero a en tête la symbolique de la «corne d'abondance» modernisée, si ce n'est celle du «réservoir infini de sagesse». Modeste ! Rentré au pays, il y met sur pied divers groupes de réflexion, cogitant très fort sur Nietzsche, Sartre et d'autres. En 1969, le «penseur» a assez pensé pour se lancer : devant cinq cents personnes, au pied du Mont Aconcagua[1], il prononce un prêche mystico-politique centré sur le «dépassement de la souffrance» et qui constitue le point de départ du siloïsme organisé.

La maison-mère commence à essaimer assez vite en Amérique Latine. L'une des filiales s'active intensément au Chili où elle aide discrètement un groupe clandestin néo-nazi[2] qui lutte contre la gauche menée par Allende, et qui a rendu bien des services à Pinochet en 1972 pour la préparation de son putsch, très aidé comme l'on sait par la CIA. Jolis débuts !

La fin des années 1970 voit l'internationalisation de «l'humanisme» aux États-Unis, aux Philippines et en Europe bien sûr. À Corfou (encore un curieux hasard de localisation puisque sur cette île grecque, outre le club med', on trouve une puissante base US/OTAN), un «centre expérimental de psychologie appliquée» peaufine la technique de «communication interne et externe», c'est-à-dire un arsenal de méthodes de manipulation mentale à base de psychodrame, hypnose, «dynamique de groupe», etc. assorti de rites initiatiques et simili-lithurgiques, ainsi qu'un schéma organisationnel en société secrète, pyramidale, cloisonnée et fortement autoritaire.

L'expansion en Europe marche bien en Espagne, en Italie et en Allemagne surtout. Aussi, en 1979, alors que Silo revendique déjà (mais en comptant large) une quarantaine de branches nationales, il jette son dévolu sur la France sous le nom de Communauté pour le développement et l'équilibre de l'être humain. Les premiers évangélisateurs sont argentins, chiliens prétendument «réfugiés politiques» et qui, à l'époque, ne soufflent mot des «terribles persécutions» dont les crédite la secte en 1994 pour remanier son histoire... Cela donne à réfléchir ! Dès 1984-1985, le groupe siloïste français attire l'attention des associations anti-sectes[3] : des bouches s'ouvrent pour dire que la façade sympa, légale, voire progressiste de l'entreprise communautaire, couverte par des associations loi 1901, par les labels Parti vert, Parti humaniste le temps d'une consultation électorale, dissimule un appareil tout autre : la pyramide, la vénération de Silo, les tripatouillages parapsychologiques sur les initiés et aussi le ratissage de coquettes cotisations expa-

Programme du Parti Humaniste pour le canton

C'est suite à l'enquête que nous avons réalisé auprès des habitants du canton que nous présentons ce programme.

LOGEMENTS
- Prendre des mesures pour éliminer l'immobilisation abusive des logements inoccupés.
- Réaliser une enquête publique sur le canton afin d'évaluer les nécessités précises concernant le logement (constructions, coûts, hygiène, ...).

EMPLOI LOCAL
- Aides financières et techniques du département pour la création de coopératives locales et éviter ainsi la dépendance vis à vis des monopoles économiques et des multinationales dont l'unique but est le profit et non pas la vie de la ville et de ses habitants.

ANIMATION
- Mettre à la disposition des habitants et surtout des jeunes, des locaux gratuits, pour leurs expressions, le soir et les week-ends (salles municipales, lieux publics, ...)
- Elaborer un plan d'animation culturelle auquel contribueront les habitants (théâtre, cinémas ...)

ENFANTS EN BAS-AGE
- Débloquer des crédits afin d'employer du personnel pour permettre la fermeture plus tardive des crèches.
- Favoriser la création de crèches parentales.

TRANSPORTS
- Intensifier les transports inter-banlieues, y compris le soir et les dimanches.

Parti Humaniste — Bien plus qu'un Parti

Programme du Parti humaniste aux élections cantonales de mars 1985

triées sur un centre administratif et logistique au Portugal, avant d'atteindre Mendoza sans doûte. *Le Monde*, *Libération*, *Article 31*, *Politis* publient des articles sur les Humanistes sous la plume de journalistes que frappent beaucoup les méthodes de recrutement siloïste : le racolage de jeunes mal dans leur peau grâce à l'astuce du sondage de trottoir aux sorties de métro. En 1984, Gilbert Picard, dans son livre *L'enfer des sectes*, consacre à l'humanisme un chapitre entier reposant sur des extraits de témoignage d'un ex-adepte marseillais rescapé qui dévoile et accuse sans pitié. Puis d'autres dupes prennent à leur tour la plume, non pour se confesser mais pour avertir les futures victimes. Un certain Hardoin (pseudonyme ?) en particulier complète le tableau dans un article de 25 pages : il explique notamment la savante organisation de ce qui est déjà une internationale au drapeau orange, son attachement à diverses cautions intellectuelles, sa recherche d'une multiplicité de canaux de pénétration (allant jusqu'à l'infiltration d'organismes comme l'Unesco), son art rôdé pour déplacer d'un continent ou d'un pays à l'autre des contingents de réservistes assurant l'humanisation mondiale (ainsi en France, après la vague sud-américaine, la tête de pont a été consolidée par des Espagnols puis assez récemment par des Italiens). Selon tous les témoignages, la secte puise surtout au sein de la petite bourgeoisie, intellectuelle de préférence, et peu dans les basses couches sociales.

De fait, suite à ces révélations, il semble que Silo n'ait pas tout prévu pour éviter les problèmes internes, et en province, de grosses implantations tombent ici ou là. À Paris, le *turn-over* des effectifs est très élevé, en particulier après le mouvement étudiant de 1986. Pourtant, malgré la relative stagnation que subit la secte jusqu'en 1990, les siloïstes ne se démoralisent pas : le numéro 34 de *Politis* de décembre 1988, puis *Le Monde* du 14 août 1990 reviennent avec force sur l'ex-communauté (appellation abandonnée par la secte car faisant trop hippie ou religieuse) qui tente de piquer dans les effectifs des écologistes, tiers-mondistes ou humanitaires, et qui se risque même à présenter des candidats aux élections locales, avec des scores minables du reste.

Suivent alors deux années assez difficiles à analyser, la secte se refermant sur elle-même : flottements internes, réorganisation ? Passées ces deux années, 1992 et 1993, tout repart mais le cap a changé. Objectif : le concret, l'implantation patiente sur les quartiers, lycées et facs, la prise en charge des revendications économiques immédiates. Moyen : un nouveau leitmotiv : «la démocratie de type nouveau» et un nouveau vocabulaire, plus politique et plus «gauchisant». En fait, tout ce qui rappelle la secte première mouture, c'est-à-dire les cassettes d'endoctrinement par «médiation guidée», «relaxation», «autolibération de la souffrance par la souffrance», est mis au placard... Or, certains placards peuvent être à double fond, et il est permis de se demander si l'appareil organisé «arrière» n'a pas été camouflé pour ne plus être connu que d'une élite de dirigeants, ce qui, comme nous le pensons, renforce ses capacités de nuisance et sa dangerosité.

Force est de constater que depuis 1990, il n'y a plus de témoignages d'ex-adeptes, plus de révélations sur l'envers du décor. Fin 1992, le «Mouvement» a de nouveau changé de nom et est devenu «Mouvement humaniste», tout en reprenant l'appellation «Parti humaniste» et en domiciliant celui-ci à l'adresse de son président actuel, dans le 20e arrondissement de Paris, tandis que le MH lui-même n'a pas officiellement de siège social. Si en quatre ans, le MH a pu recruter une «base» nouvelle pouvant de bonne foi se défendre d'avoir adhéré à une secte, bien des traits communs existent avec le passé, en particulier au niveau des groupes locaux : cotisations variables selon le grade interne (cela peut aller jusqu'à quelques milliers de francs annuels), perçues aux dates des solstices et équinoxes, rabâchages des saintes écritures de Silo, pratiques d'infiltration-noyautage d'associations, organismes ou institutions leur paraissant utiles, soigneux camouflage d'une partie de l'effectif dirigeant dans des appartements où leurs noms n'apparaissent pas, structure pyramidale par groupes de dix encore renforcée...

La Bible des Humanistes

JOURNAL GRATUIT

OPINIONS sur RUE

Journal des humanistes du quartier Convention

FAIRE DE LA SANTÉ UN BUSINESS, C'EST CRIMINEL !

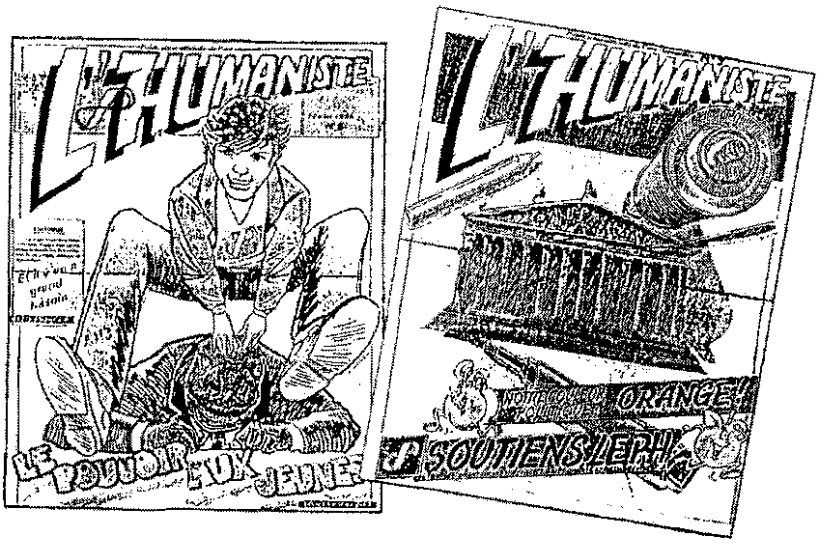
CENTRE DE COMMUNICATION HUMANISTE - NOVEMBRE 1993 - N°16

Exemple de feuille de choux locale éditée par le Parti humaniste

Un exemple : le 31 mars de l'année dernière, une responsable internationale du siloïsme, A.W., en mission en France après une étape à New York et Budapest, a adressé une longue lettre-directive aux «amis du 16 oméga» c'est-à-dire une «enceinte» du MH, c'est-à-dire une structure dirigeante du MH, en l'occurrence celle de l'est parisien. Il y est essentiellement question de la structure interne du MH, avec ses réseaux d'appui, ses délégués des divers niveaux, et au niveau de la «deuxième instance», de «structurels de triade», de «secteurs d'appui», «d'administratif central» (celui-ci, Ricardo A., étant d'ailleurs éjecté). Les actions réclamées pour les mois à venir sont : la création de «circuits d'information», de«plans d'action municipale» avec des scores espérés de 5% aux municipales de 1995, «d'humanisation» de sept localités de la banlieue parisienne... la responsable recommande énergiquement «un esprit et une idéologie humaniste omniprésente» et pour ce faire, de «relire les *Lettres* 3, 6 et 10 de Silo».

Il est clair que l'expansion mondiale des siloïstes a bien progressé ces dernières années, faisant atteindre à la secte la barre des cinquante pays où

elle est présente. Notamment, dès le début de la perestroïka, elle s'est acquis de très solides et puissants appuis dans l'ex-URSS et il ne faut donc pas s'étonner qu'à l'invitation conjointe de «l'Internationale humaniste» et de l'Académie des Sciences de Russie se soit tenu à Moscou en octobre 1993 le «premier forum humaniste mondial». De plus aux États-Unis et dans certains pays d'Europe, la connexion des siloïstes sur la problématique écologiste leur a permis de réaliser des progrès sur ce front de lutte en sapant au passage l'influence d'autres mouvements. L'hebdomadaire new-yorkais *The Village Voice* du 26 décembre 1989 rend compte (sur 22 colonnes) de façon parfaitement édifiante des méfaits du «Humanist Party» en RFA, à Brooklyn, sur la côte californienne et ailleurs, en symbiose avec des opérations plus spécifiques comme l'infiltration des Grünen allemands. D'autre part, Silo voyage encore beaucoup, venant notamment tous les ans tenir des conférences à l'université de Madrid. À Paris, le MH s'est payé le luxe, pour le dernier défilé du Premier Mai, de mettre dans son sac l'union régionale CGT-Île-de-France pour co-signer le tract d'appel, ce qui lui a permis de défiler presqu'en tête du cortège, drapeaux oranges au vent. Dans plusieurs arrondissements, en deux ans, il s'est gonflé d'un bon nombre d'unités de base organisées en associations-loi 1901 bidons avec locaux de quartier (de «communication directe») assortis de journaux locaux. Cette implantation n'a guère rencontré de résistance, sauf dans le 20e et le 12e où le MH a perdu un certain nombre de locaux, deux de ceux-ci ayant été incendiés (sans revendication de qui que ce soit) et deux autres perdus à cause de dénonciations malveillantes (le MH pratiquant toute sorte d'entourloupes, électriques en particulier).



Le Parti humaniste aime la chair fraîche…

De fait, l'offensive dans le 20e semble stoppée alors même qu'il avait mis le paquet : mise sur pied de «soutiens scolaires», implantation de quatre locaux, parachutage d'une quinzaine de membres actifs, etc. Ses axes de développement actuels seraient surtout les arrondissements de la rive gauche, et il a manifestement pris contact avec des associations culturelles antillaises.

Côté théorie, trois invariants bien vagues : «non-violence», «non-discrimination» et «solidarité». Tous les deux ou trois mois, Silo (qui ne serait plus un gourou) module ces thèmes dans de longues «Lettres à mes amis» imprimées en français (sans mention d'imprimeur ou quoi que ce soit) au travers de grandes analyses inspirées qui font souvent figure de lapalissades. Visiblement, Silo se prend réellement pour un pionnier historique majeur de l'économie politique, dont l'acuité et la profondeur de vue font apparaître Hegel, Marx, Freud, Bakounine et tous les autres comme des rigolos ayant peu de jugeote. Le MH, sans jamais abandonner la référence à ces saintes écritures, sort bien sûr une littérature propre plus lisible quoique tout aussi floue : «convivialité», «pluralisme» et même «anti-autoritarisme» (selon le MH, il n'y a pas de chefs dans le Mouvement mais des «orientateurs» et des «coordinateurs»).

Une dernière question mérite d'être soulevée : Silo n'est-il qu'un illuminé charismatique ou un simple prête-nom utilisé comme l'avance un responsable de l'UNADFI (association de lutte contre les sectes, proche de l'Église catholique) par un staff assez nombreux de professionnels de l'intox ?

Le siloïsme, à la grande différence de Moon, de la Scientologie, des Enfants de Dieu et consorts n'est pas ouvertement réactionnaire, fascisant et spoliateur des biens familiaux de la recrue. C'est donc une entreprise à plus long terme, infiniment plus habile. Silo ne refera pas de sitôt l'erreur de 1972 au Chili, aussi devons-nous tenir à l'œil et contrer cette secte, en particulier en informant tous ceux qui, dans le camp anti-capitaliste seraient tentés de croire à la réalité de son masque «progressiste». Un peu de vigilance évite bien souvent des mauvaises surprises… ■

… et bouffe à tous les râteliers.

1. C'est le plus haut sommet andin et le choix du lieu fut prétendument imposé par la répression dont il aurait été victime de la part de la dictature péroniste, mais cette histoire semble être une légende construite après-coup…
2. «poder joven».
3. Bien souvent montées par l'Église catholique pour affronter la «concurrence», ne nous faisons pas d'illusions…

Interview avec Claire Auzias

Roms : un crime annoncé...

Dans le cadre d'une série d'articles sur les Tsiganes, nous avons décidé de poser quelques questions à Claire Auzias, dont les recherches et le travail militant portent essentiellement sur les Roms, les Tsiganes de l'Est.

REFLEXes : Il y a beaucoup de conflits dans les pays de l'Est en ce moment. Comment réagissent les Roms de façon générale ?

Claire Auzias : Les Tsiganes ne sont pas du tout des gens politiques : quand il y a un problème, le premier des mouvements, c'est : «fuyons». De toute façon, aucune stratégie politique n'a jamais rien apporté de bon aux Tsiganes qui sont très souvent embarqués dans les conflits des autres. Par exemple au Kosovo, qui s'appelle Cossovie en français, même les Albanais démocrates anti-Milosevic n'ont jamais brillé par leur attitude pro-tsigane. Les Roms de Cossovie sont pris entre les Serbes et les Cossovars, et les uns et les autres les utilisent comme alibi. Quand il y a des conflits, ils sont tués, emprisonnés, manipulés des deux côtés. Dans cette situation, les Tsiganes essaient de partir parce qu'ils savent très bien que si la Bosnie finit par s'apaiser, la Cossovie va immédiatement s'embraser. Cela va être la mort des Tsiganes, c'est le crime annoncé. Comme personne ne s'occupe des Roms, ils partent clandestinement, sachant que dans certains pays, ils n'ont même pas de papiers ; ce n'est pas que les pays leur refusent officiellement la citoyenneté, comme c'est le cas de la République tchèque ou de la Macédoine, c'est que les lois de constitution des États excluent *de facto* les Roms de la citoyenneté ! Ils partent donc à leurs risques et périls. Les Tsiganes ont beau être un peuple qui n'est pas possesseur, *a minima* comme ils sont sédentarisés en tout cas en Europe, ils ont parfois quatre murs, mais ils abandonnent tout. Quand ils reviennent, leurs maisons ont été rasées, il faut recommencer à zéro après avoir passé plusieurs mois en prison chez nous. Après quinze jours en prison, ils sont les premiers sur la liste de l'expulsion. C'est donc une espèce de cercle infernal. Quand cela se calme un peu, ils ont vraiment envie de faire autre chose que courir toute la journée les administrations pour aller se faire enregistrer. Dans la précarité, on ne s'organise pas.

Y a-t-il un engagement politique des Roms ?

On retrouve parmi les Tsiganes de l'Ouest et les Roms de l'Est les mêmes répartitions politiques qu'on a connues chez les Juifs dans l'entre-deux-guerres et au temps du nazisme : il existe une petite bourgeoisie nationale qui essaie de sauver sa peau en s'intégrant nationalement et qui accepte, et c'est son droit, les règles de l'intégration jacobine (papiers d'identité, sédentarisation, scolarisation, etc.) Cela bien sûr, c'est le rêve des États, et c'est aussi le rêve des gens qui s'occupent des Tsiganes. Mais que se passe-t-il quand arrivent des émigrés pauvres d'Europe de l'Est ? Évidemment, cette petite bourgeoisie nationale, qui voit arriver ces pauvres hères exotiques qui ne parlent pas la langue nationale du pays et arrivent sans un sou, que se dit-elle ? «Ah, ces malheureux émigrés vont encore nous faire prendre, nous les Tsiganes nationalisés, pour des sauvages et des primitifs». Le résultat, c'est qu'ils ne soutiennent pas ces malheureux émigrés. Il y a donc toute une stratégie de politique nationale pour nationaliser les Tsiganes : c'est la stratégie principale en France. Deux groupes en Allemagne assurent cette position : le Zentralrat für die Sinti in Deutschland[1] et le Roma National Congress[2]. Les positions internationalistes viennent de l'Est. Nous avons donc le même problème qu'entre les deux guerres avec les émigrants pauvres d'Europe de l'Est que personne ne soutient. Ce sont ces contingents-là qui forment la MOI ; et les antifascistes, ce sont eux, parce qu'ils savent qu'une solution nationale, c'est une solution d'intimidation ou que cela peut aller sous le national-socialisme jusqu'à l'extermination. Tout cela, c'est très important parce que ces absences de solidarité et cette précarité totale des pauvres qui arrivent de l'Est chez les Roms, c'est la reproduction exacte de ce qui est arrivé aux Juifs pauvres qui arrivaient d'Europe centrale, qui se sont retrouvés sans soutien et qui ont tous été raflés.

En ex-Yougoslavie, comment cela se passe-t-il pour les Tsiganes, étant donné qu'ils ne sont ni serbes, ni croates, ni bosniaques ?

Très mal. Tout l'objet du communisme a été de nationaliser les Tsiganes. Ces derniers ne sont donc ni Croates, ni Serbes, mais les nouveaux pays de l'ex-Yougoslavie tentent de le leur faire croire. C'est un énorme débat citoyenneté / nationalité. Les Tsiganes

Puisqu'on en parle...

«Il y a eu une étude médicale sur les Tsiganes de France qui a relevé que les femmes tsiganes, dont le travail consiste à garder les enfants devant la roulotte (c'est-à-dire au bord de l'autoroute, devant des échangeurs) développent un stress dû au fait que toute la journée elles ont l'angoisse que leurs gamins finissent sous une voiture. D'autre part, beaucoup d'études sur les Tsiganes ont montré que leur espérance de vie est très inférieure à la moyenne du pays où ils résident : ils vivent en effet entre dix et quinze ans de moins que le reste de la population.»

ont été happés dans les propagandes nationalistes de chaque pays (Croatie et Serbie essentiellement) qui ont tenté de leur faire endosser leur propre logique guerrière. Résultat : les Roms de Yougoslavie n'ont aucune nouvelle de leurs familles et de leurs amis des autres républiques.

Il existe dans chaque république des Roms de différentes religions, et un Rom serbe orthodoxe est convaincu qu'il est beaucoup plus moderne que ces malheureux sauvages du plein Sud qui sont musulmans. Les Roms sont dans une terreur totale parce que, bien qu'ils tentent désespérément de croire tout ce que la propagande nationaliste leur dit, nul n'ignore que le programme de nettoyage ethnique consiste à se débarrasser de toutes les impuretés non serbes du territoire, et les Roms savent bien qu'ils font partie des impuretés. Ils espèrent donc que l'orage s'arrêtera avant qu'ils soient tous morts.

Peu de Roms vivaient en Croatie parce que le régime d'Ante Pavelic, fasciste de la Seconde Guerre mondiale, a opéré une saignée abominable des Roms en Croatie. La Bosnie était la république la plus pluri-culturelle sans aucun doute, y compris pour les Tsiganes : Sarajevo était une grande ville d'émancipation des Tsiganes, les Roms avaient le droit de pratiquer leur langue, y compris à l'école, et ils étaient reconnus comme une minorité nationale. Cependant, la présence des Tsiganes en Bosnie n'était pas plus avancée que ça. Le meilleur exemple, le voici : un jour, j'ai demandé à un grand intellectuel bosniaque anti-Milosevic réfugié à Paris des nouvelles des Tsiganes de Bosnie, il m'a répondu : «Mais Madame, vous allez dans le métro et vous verrez les Tsiganes mendier». Or les Tsiganes du métro ne sont justement pas des Bosniaques, tout le monde le sait, ils sont roumains. Il ne faut donc pas se leurrer, la pluri-culturalité bosniaque n'a pas beaucoup pensé aux Tsiganes.

Nous ne savons presque rien des Tsiganes de Bosnie, nous ne savons même pas combien il en reste de vivants. Nous pensons qu'ils sont dans les camps, parce que dans les camps, il y a les Musulmans et que les Tsiganes de Bosnie sont musulmans. Il n'y a pas d'idéologie explicite anti-Tsiganes, mais c'est en tant que musulmans qu'ils sont chassés pour l'instant. Les Tsiganes sont utilisés d'une manière honteuse par toutes les armées, y compris par l'armée bosniaque. On nous a appris récemment que l'armée bosniaque refusait les Tsiganes dans les échanges de prisonniers : lorsque les Serbes amènent des Tsiganes bosniaques comme monnaie d'échange, les Bosniaques n'en veulent pas et les Serbes fusillent les prisonniers tsiganes bosniaques. Les Roms vivent sous les ponts, dans des caves, ils n'ont rien à manger, je sais que dans les camps ils sont tenus en ostracisme patenté par les autres prisonniers, et tout le monde dit qu'ils font du marché noir et qu'ils sont riches. Or le marché noir est la base de l'économie de guerre, et les Tsiganes font comme tous les autres, ils tentent de survivre.

Des déserteurs roms sont expulsés de plusieurs pays puisque les déserteurs de l'ex-Yougoslavie ne sont pas reconnus comme réfugiés politiques, sauf ceux de Bosnie. Et il est évident que renvoyer un déserteur en Serbie, c'est l'envoyer à la mort. Les Tsiganes considèrent donc que, étant donné qu'ils n'ont aucune sorte de soutien, il vaut mieux ne pas faire trop de bruit et s'écraser pour sauver sa peau. Voilà quelle est la réalité.

Concernant la République tchèque, le problème semble différent, puisqu'il s'agit d'un refus d'accorder aux Roms la citoyenneté.

Le problème de la République tchèque, c'est que le partage de la Tchécoslovaquie a une fois de plus discriminé les Roms. En Tchéquie, il y avait des Bohémiens réellement nomades : ils ont tous été exterminés sous le nazisme, ils sont tous passés d'abord à Theresienstadt et ensuite à Auschwitz. Comme le voulaient les nazis, la Tchéquie a été «zigeunerfrei»[3] et dans des proportions d'autant plus grandes que la Tchéquie était directement sous juridiction nazie alors que la Slovaquie était un protectorat géré directement par les Slovaques sous contrôle nazi. En Slovaquie vivaient beaucoup de Tsiganes. Dès l'après-guerre, les communistes tchèques ont eu besoin des Tsiganes pour aller exploiter les mines des Sudètes. Il y a donc eu à nouveau beaucoup de Roms en Tchéquie, originaires de Slovaquie. Arrive la séparation de la Tchéquie et de la Slovaquie : nos Roms sont alors écartelés entre deux espaces. Les Slovaques ne veulent pas d'eux parce qu'ils disent que ce ne sont pas des citoyens slovaques puisqu'ils travaillent en République tchèque. Les Tchèques n'en veulent pas non plus parce qu'ils disent que ce ne sont pas des citoyens tchèques puisqu'ils sont nés en Slovaquie. Résultat : entre 70 et 100 000 Roms de République tchèque sont privés de leur citoyenneté. Mais il y a aussi 25% des Roms macédoniens qui sont privés de leur citoyenneté de la même manière ; nous ne savons rien de l'URSS où il y a tout à parier que les Roms sont dans une situation abominable et il y a également des scandales très importants en Bulgarie. Il y a eu une campagne internationale concernant la République tchèque, qui a eu des retombées positives. L'ambassadeur des États-Unis auprès de la CSCE a demandé au gouvernement tchèque de rectifier cette horrible bavure de citoyenneté. Le gouvernement tchèque, ainsi désigné comme le mauvais élève par la totalité des instances internationales, est terriblement embarrassé ; il étudie en ce moment avec les divers conseils internationaux la façon dont il pourrait remédier à la situation.

Un mot pour conclure...

Je dirais que les gouvernements à l'Ouest gouvernent toute l'Europe. À l'Est, pour assurer la vitrine, les gouvernements font ce que leur disent les gouvernements de l'Ouest. Ils n'ont pas les moyens de faire autrement. Les plus grandes batailles se mèneront donc à l'Ouest, c'est à l'Ouest qu'il y a refus d'insertion des Tsiganes, c'est à l'Ouest qu'il y a refus de dépenser de l'argent pour les Tsiganes, c'est à l'Ouest qu'il y a refus de la citoyenneté pour les Roms. C'est pour cela, je le répète, que les plus grandes batailles se mèneront à l'Ouest. ■

1. Conseil central des Sinti en Allemagne.
2. Conseil rom national (à noter la présence du mot «national»).
3. Cela signifie «pure de Tziganes».

REFLEX europe

supplément au REFLEXes n°4

édito

Le gouvernement Berlusconi est tombé, salué partout comme la verrue dont on aurait enfin réussi à se débarrasser, mais il n'est tombé que grâce à la défaillance d'une autre verrue, la Ligue lombarde. Pendant plusieurs mois, les chancelleries européennes ont eu le temps de digérer la pilule amère Berlusconi-Fini-Bossi, et de gérer (et ménager) les relations avec les nouveaux maîtres de l'Italie. La meilleure preuve de cette banalisation du gouvernement brun est la visite officielle de Berslusconi à Aix-en-Provence où il a rencontré le trio de choc Balladur-Mitterrand-Tapie (ah il est beau le soi-disant anti-facho). Berlusconi est parti comme un malpropre par la fenêtre, mais il risque de revenir dans quelques mois par la grande porte avec son seul allié fidèle, le néo-fasciste Gianfranco Fini, dont le parti a progressé de près de 20% dans les sondages. On soupçonne même ce dernier de vouloir se présenter comme le prochain leader de la droite italienne, et donc comme un premier ministre potentiel... En attendant, pour réaliser ses rêves les plus fous, Fini doit recycler tous ses anciens néo-fascistes en conservateurs bon teint qui gardent leurs bras tendus dans la poche. En face toujours rien... sauf la *combinazione*.

Des pains et des jeux

L'euro-hooliganisme se manifeste à travers trois types de matchs de football : premièrement lors des championnats nationaux, deuxièmement lors des rencontres européennes et enfin pendant les matchs opposant l'équipe nationale à d'autres pays. Face à ces diverses facettes du hooliganisme, l'extrême droite s'exprime de manières différentes selon le pays.

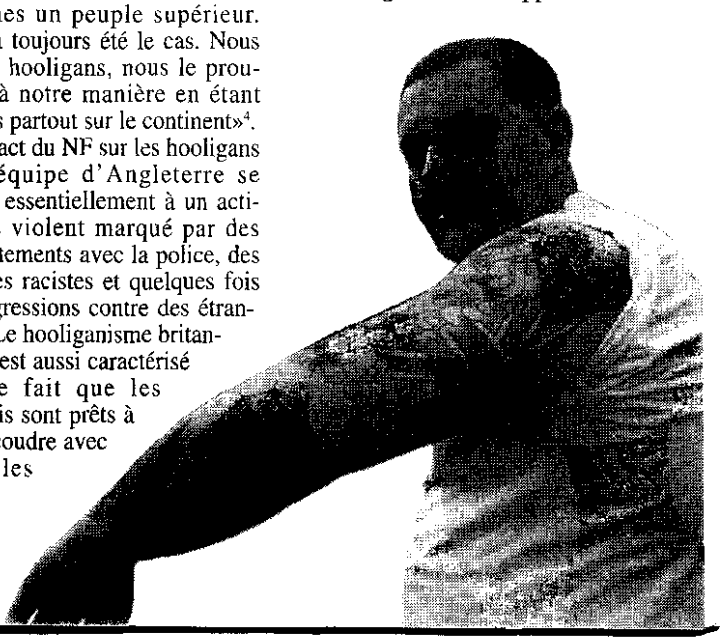
Ainsi, certains groupes privilégient l'implantation locale ou régionale (Italie, Espagne, Grèce), d'autres développent un activisme autant autour de l'équipe nationale que des clubs (Angleterre et Allemagne notamment).

Pour bien comprendre l'implantation de l'extrême droite dans le hooliganisme, il est nécessaire de ne pas confondre les hooligans avec l'image «beauf» que l'on peut avoir du supporter. Un portrait sociologique du hooligan n'est pas l'objet de cet article, cependant cet avertissement est nécessaire. Plusieurs journalistes ou sociologues ont souvent «hurlé au loup» en dénonçant les tribunes des stades de football comme un terrain de recrutement privilégié de l'extrême droite[1]. Cependant, comme nous allons le voir, cette implantation est très variable selon les différents pays européens où hooliganisme est parfois synonyme de fascisme.

The pride of England

L'Angleterre est le pays où est né le hooliganisme. Parallèlement, elle a été le premier pays qui a connu l'implantation de l'extrême droite dans les rangs des supporters, implantation qui concerne certains clubs mais aussi l'équipe nationale. L'implantation de groupes d'extrême droite a varié avec le temps : la première organisation qui a tenté (et partiellement réussi) à s'implanter dans les tribunes est le National Front, s'appuyant sur une vieille «valeur» typiquement anglaise : le jingoïsme[2]. Ce sentiment de fierté nationale a été développé à la fin du XIX[e] siècle alors que l'empire britannique dominait le monde et que les intellectuels britanniques théorisaient la supériorité de la race anglaise élue par Dieu pour guider et éclairer le monde (ouf !!)[3].

C'est sur cet instinct séculaire que le NF mobilise les hooligans autour de ses thèmes racistes. Ainsi, un hooligan britannique a affirmé en 1990 lors de la coupe du monde en Italie : «Nous sommes un peuple supérieur. Cela a toujours été le cas. Nous autres hooligans, nous le prouvons à notre manière en étant craints partout sur le continent»[4]. L'impact du NF sur les hooligans de l'équipe d'Angleterre se limite essentiellement à un activisme violent marqué par des affrontements avec la police, des insultes racistes et quelques fois des agressions contre des étrangers. Le hooliganisme britannique est aussi caractérisé par le fait que les Anglais sont prêts à en découdre avec tous les supporters adverses, quels que soient les possibles liens politiques. Par exemple, il y a eu de violents affrontements en février 1984 entre des membres du Kop de Boulogne et des supporters



anglais du NF, ou encore en septembre 1987 à Düsseldorf entre skinheads allemands et britanniques. La propagande d'extrême droite attachée à l'équipe nationale reste cantonnée à des chants et à des insultes racistes, ou encore à des slogans peints sur des drapeaux anglais comme : «White power» ou «National Front». L'implantation du NF est essentiellement attachée aux bagarres jalonnant les déplacements de l'équipe nationale, et elle reste relativement faible. Il existe une implantation fascisante beaucoup plus profonde, qui est exploitée par les militants : que penser de la fédération anglaise de football lors de la coupe du monde de 1982 en Espagne, qui prit comme mascotte un bulldog alors que le bulldog est aussi le symbole du NF ? Le phénomène est quelque peu différent en ce qui concerne les clubs. Un certain nombre de clubs anglais sont «réputés» pour leurs hooligans typiquement fascistes : Chelsea est le plus fameux de ces clubs avec Millwall, Leeds, West Ham (club fétiche de Ian Steward) ou encore Sunderland. L'extrême droite construit son implantation en jouant sur les sentiments racistes latents du prolétariat britannique désœuvré (chômage-alcoolisme-délinquance) qui compose la grande majorité des spectateurs des tribunes populaires où se retrouvent les hooligans. Très peu de clubs anglais possèdent des supporters de couleur, exceptés Manchester City ou Tottenham. Les joueurs de couleur sont souvent victimes d'insultes racistes ou de jets de bananes. L'arrivée du joueur noir John Barnes à Liverpool en 1987 a vu une prolifération de graffiti racistes aux alentours du stade : «Pas de nègres à Liverpool, il n'y a pas de black sur l'Union Jack[5]» ou encore «Liverpool est blanc». L'extrême droite développe également un discours antisémite, notamment à l'encontre du club de Tottenham catalogué comme étant le club de la communauté juive de Londres. Cette propagande s'est limitée à des graffiti, à des chants nationalistes et racistes souvent repris par des supporters qui ne sont pas membres du NF. Les tentatives d'implantation plus profondes de l'extrême droite dans les tribunes nous amènent à évoquer le groupe Combat 18[6].

Au début des années 1980, l'extrême droite a tenté d'utiliser de manière plus militante le potentiel nationaliste des hooligans anglais. Plusieurs structures informelles se sont créées à Leeds avec les Leeds Service Crew, à Chelsea avec les Chelsea Headhunters, dirigés par Chris «Chubby» Henderson, le chanteur du groupe néo-nazi Combat 84. Une importante mobilisation des fans locaux et des groupes antifascistes a limité le développement de ces groupes à un hooliganisme «classique». Un des plus importants succès d'implantation fasciste a eu lieu dans la banlieue de Nottingham avec la création du Mansfield Shady Express (MSE), supporter du Mansfield Town FC. Ce groupe, qui a beaucoup fait parler de lui ces deux dernières années, est dirigé par un membre du British National Party, Tim Kowchuk. Des connexions ont été également révélées entre le MSE, Combat 18 et Blood and Honor.

À l'heure actuelle, l'implantation de l'extrême droite se situe essentiellement au niveau de l'équipe nationale alors qu'au niveau des clubs, la contre-offensive antifasciste, mais surtout la répression policière (quand les deux ne travaillent pas ensemble) ont été payantes. L'annulation du match Allemagne-Angleterre, en 1994 (le jour de l'anniversaire de Hitler) à Hambourg a été une occasion de moins pour l'extrême droite de relancer une nouvelle campagne de violence. La principale force du hooliganisme anglais est d'attacher au football le sentiment du nationalisme, et les hooligans ont été dans ce sens un exemple pour toute l'Europe.

Italie : «De nombreux ennemis mais beaucoup d'honneurs»[7]

À l'inverse de l'Angleterre, l'Italie connaît un hooliganisme d'extrême droite uniquement lié aux clubs : l'extrême droite délaisse totalement le terrain de l'équipe nationale. Un très grand nombre de clubs italiens possèdent des fans d'extrême droite plus ou moins structurés : l'Inter de Milan, la Juventus de Turin, Ascoli, Vérone, Udinese, Triestina... Au début des années 1980, un certain nombre de groupes fascistes se sont infiltrés dans les rangs des ultras italiens, comme Ordine Nuovo (Ordre nouveau). Le principal cheval de bataille utilisé par les fascistes pour recruter des militants dans les gradins des stades est le vieil antagonisme nord/sud italien. Un racisme des plus violents existe entre l'Italie du Nord, région riche et industrialisée, et le Sud pauvre et essentiellement agricole. Ce racisme se manifeste par de violents affrontements. Voici un autre exemple de l'antagonisme nord/sud : le 25 février 1990, deux groupes d'ultras néo-fascistes de l'Inter de Milan ont déployé deux banderoles lors d'un match contre Naples : «Napolitains, vous êtes pires que les Noirs» et «Hitler : pas seulement les Juifs mais les Napolitains aussi». Suite à cette action, 55 supporters de l'Inter ont été interdits de stade pendant six mois. La structure idéologique de ces groupes fascisants est des plus brouillonnes. Il s'agit du mélange d'un fascisme mussolinien, d'un régionalisme exacerbé et d'un néo-nazisme plus symbolique qu'idéologique : utilisation de la croix gammée et de la croix celtique dans le matériel des supporters (écharpes, autocollants, etc.) Le facteur idéologique essentiel dans les groupes d'ultras d'extrême droite est l'affrontement nord/sud ; pour ces supporters, l'Afrique commence à Rome, l'Italie telle qu'ils la conçoivent se limite au Nord.

Actuellement, on assiste à l'apparition de structures de supporters liées à la Lega Nord de Umberto Bossi. La victoire du Milan AC en mai 1994 contre Barcelone a permis de voir que des supporters du club de Berlusconi étaient liés à la ligue lombarde[8]. Ce qui est inquiétant, c'est que Milan était réputé pour ses supporters membres de l'Autonomie.

«Nous brûlerons Kreuzberg»[9]

Si l'Angleterre est la mère-patrie du hooliganisme, l'Allemagne est le pays qui doit avoir la population de hooligans d'extrême

Dans le cadre du drame du Heysel, le 29 mai 1985, lors d'un match qui opposait Liverpool à la Juventus de Turin, la piste d'une provocation de l'extrême droite a été pendant un certain temps mise en avant par les médias. Les dirigeants de Liverpool ont longtemps affirmé que leurs supporters avaient été infiltrés par le National Front, sans pour autant en apporter la preuve. En revanche, les rangs des supporters de la Juventus de Turin comprenaient de nombreux groupes d'extrême droite liés (*a priori*) à Ordine Nuovo. L'affaire du Heysel est essentiellement la manifestation d'un nationalisme aveugle et brut, sans doute issu du travail effectué en profondeur par les groupes fascistes anglais. L'influence du Heysel sur le monde des ultras italiens a été minime : les groupes ennemis de la Juventus de Turin se sont réjouis du carnage.

droite la plus élevée. Donner la liste des clubs ayant des fans d'extrême droite serait fastidieux, et il serait plus rapide de donner la liste des clubs n'ayant pas de fans néo-nazis !! Citons tout de même les principales équipes connues pour leurs hooligans : Dortmund, Francfort, Hambourg, les deux clubs de Berlin, Brême, ou encore Mannheim.

L'implantation de l'extrême droite dans les rangs des supporters de football allemands a été provoquée par une vieille connaissance des antifascistes radicaux : Michael Kühnen. Dès 1982, Kühnen a compris que, avec la fascination qu'une certaine jeunesse avait pour la violence dans les stades, il y avait un vivier militant à exploiter. C'est ainsi que son organisation, le Front d'Action national-socialiste, s'est lancée dans une propagande intense dans les tribunes des stades, dénonçant pêle-mêle «l'invasion turque», «le danger gauchiste», «le terrorisme de la RAF», etc. En moins d'une année, des groupes plus ou moins structurés sont nés dans les stades, comme les Zyklon B à Berlin ou le Borussen Front à Dortmund. Les slogans racistes et antisémites ainsi que les saluts nazis font leur apparition, et les affrontements hors des stades avec la communauté turque ou les squatteurs se multiplient. Les néo-nazis allemands découvrent également l'outil que peut être dans leur propagande l'équipe nationale d'Allemagne, et ce le 26 octobre 1983 lors d'un match opposant la Turquie à l'Allemagne. Le match s'est passé sans encombre grâce à un déploiement des forces de police sans précédent, et grâce aux consignes de la police qui avait déconseillé aux Turcs de se rendre au stade. Depuis lors, les déplacements de l'équipe d'Allemagne, tout comme ceux de l'équipe d'Angleterre, ont été émaillés d'affrontements : bagarres à Montpellier le 28 février 1990 entre supporters français et allemands, bagarres le 14 juin 1988 entre fans hollandais, anglais et allemands venus spécialement pour l'occasion alors que leurs équipes n'étaient pas concernées par le match. Comme dans tous les pays évoqués jusqu'à présent, le quotidien du hooligan d'extrême droite est de frapper son collègue de l'autre club, et ce même s'ils sont idéologiquement d'accord.

Cependant, la chute du Mur de Berlin a donné un second souffle au hooliganisme néo-nazi allemand, avec un apport important de nouveaux membres. Ainsi le 20 avril 1990, le 101e anniversaire de la naissance de Hitler a été fêté conjointement par les fans des deux clubs de Berlin par d'importantes émeutes et de violents affrontements avec la police. Comme nous avons pu le voir depuis trois ans en Allemagne de l'Est, l'effondrement du communisme a entraîné une violente vague de xénophobie.

Montage sans ambiguïté réalisé par les Ultrassurs

Ainsi, l'ancien club de la Stasi, le Dynamo Berlin, rebaptisé FC Berlin, est (ironie de l'histoire) le club qui compte le plus de supporters néo-nazis. À noter que les fans de Rostock avaient déjà fait parler d'eux lors d'affrontements violents en mars 1990, et que le match qui avait entraîné des émeutes lors du 101e anniversaire de la naissance de Hitler opposait Berlin à Rostock... Beaucoup de choses semblaient déjà écrites.

Les exemples d'incidents, d'affrontements avec les antifascistes en dehors ou dans les stades et d'agressions de Turcs sont très nombreux. La structure d'organisation de ces hooligans et leur cohésion idéologique sont tout à fait similaires à celles du reste de l'extrême droite allemande. Les hooligans néo-nazis sont divisés en une centaine de structures informelles dont les principaux ciments sont la baston, la bière, le racisme et l'antisémitisme. Cependant, le fait qu'ils arrivent à oublier leurs divisions pour se retrouver derrière l'équipe nationale peut être inquiétant. Michael Kühnen est mort et il n'existe aucun parti d'extrême droite qui,aujourd'hui, peut arriver à fédérer ces milliers de militants potentiels. Comme le disent ces prétendus supporters : «Le foot non, l'émeute oui». L'Allemagne est sans conteste le pays où le hooliganisme d'extrême droite est le plus important et le plus violent.

«Notre vengeance est comme la mort, personne ne peut l'éviter...»[10]

L'Espagne du football est une Espagne de violents contrastes où le hooliganisme d'extrême droite ne prend sa dimension que face à des idéologies antagonistes comme les mouvements séparatistes basques, catalans, galiciens ou andalous. Les clubs réputés pour leurs fans fascisants sont le Betis Seville, l'Espagnol de Barcelone, Valence et surtout le Real de Madrid dont «nos» hooligans parisiens ont pu tester l'efficacité ! Tout comme les ultras d'extrême droite italiens, les néo-fascistes espagnols ne se préoccupent pas du terrain de violence potentiel représenté par l'équipe nationale pour rester uniquement attachés à leurs clubs. Le Real de Madrid représente idéologiquement une somme de haine, c'est avant tout le club de la capitale, du centralisme d'état tellement haï en Espagne, et surtout c'est le club franquiste par excellence. Les ultras du Real, les Ultrassurs (prononcez les deux S à la façon runique) sont catalogués comme les plus violents et les plus fascistes d'Espagne ; mais il nous faut cependant nuancer. L'histoire du Real est marquée par le franquisme. Tout d'abord, c'était le club favori de Franco et dans les années 1970, une tribune du stade de Madrid fut occupée par une centaine de jeunes franquistes regroupés sous le nom de Pena de Banderillas (club des drapeaux). En 1980, suite à de violents affrontements à Saragosse, un certain nombre de ces fans furent interdits de stade. Quelques-uns revinrent au stade Santiago Bernabeu et créèrent les Ultrassurs. Les Ultrassurs ne se définissent pas comme franquistes ni comme héritiers du franquisme[11].

Il semblerait qu'ils servent de base militante et de main d'œuvre à certains groupes néo-fascistes lors d'actions musclées. En juin 1982 lors de la coupe du monde, des supporters anglais avaient été attaqués par des membres du groupe Fuerza Nueva (Force nouvelle) aux cris de : «Malouines, Malouines»[12].

Ce groupe avait été créé en 1976 pour perpétuer la mémoire de Franco (0,47% des voix aux élections législatives de 1982).

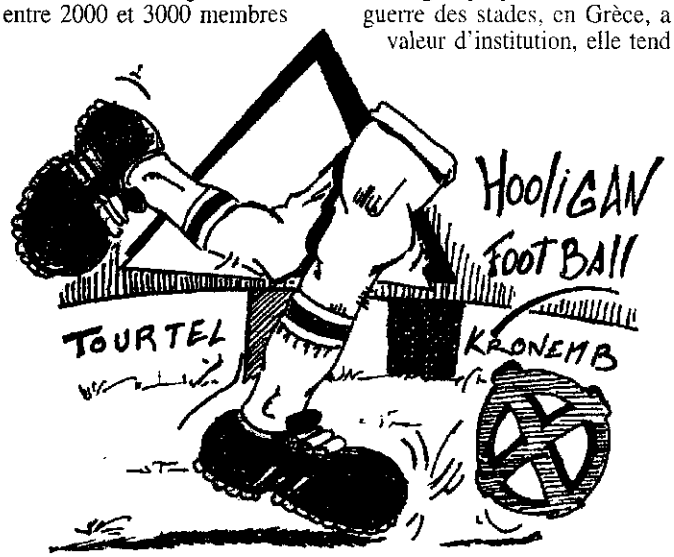
Certains membres des Ultrassurs participent également à des contre-manifestations violentes lors des mouvements étudiants (notamment en 1987) un peu comme tentent de le faire nos gudars à nous. Les vecteurs communs de haine des Ultrassurs sont les Basques et les Catalans pour leur désir d'indépendance et pour les performances sportives de leurs équipes, et les Marocains qui selon eux «passent un peu trop par les routes d'Espagne». Les «néo-franquistes» du Real de Madrid sont cependant bien loin des valeurs traditionalistes du Caudillo. Si vous passez à Madrid, allez les voir dans leur bistrot le Flor de Valdepenas, ce n'est pas loin du stade, ils y boivent du Cubata (genièvre + rhum + whisky + tonic + coca), fument des joints et écoutent du hard. Franco doit se retourner dans sa tombe !!

Il existe en Espagne un autre groupe autrement plus dangereux et structuré que les Ultrassurs : il s'agit des Brigadas Blanquiazules de l'Espanol de Barcelone. Les brigadistes se sont développés autour du mouvement skin qui est apparu en Espagne au milieu des années 1980. Outre les affrontements «classiques» avec les supporters du FC Barcelone, proches des indépendantistes catalans, les néo-fascistes de l'Espanol ont lancé toute une série d'actions violentes. En octobre 1991, prétextant le jour de l'Hispanité (Dia de la Hispanidad), un groupe de skins essentiellement composé de brigadistes s'est lancé dans une ratonnade dans le dessein de «purifier» la ville. Il y a eu plusieurs blessés. Depuis, la ville de Barcelone connaît une recrudescence d'agressions racistes. Pour l'instant, ces actions ne sont pas directement inspirées par une organisation néo-fasciste, mais elles ont trouvé un écho dans le reste de la péninsule ibérique où depuis deux ans, les attaques racistes se sont multipliées. Tout comme en Allemagne, l'activisme d'extrême droite issu des stades déborde sur le terrain social, et c'est sans conteste un signal d'alarme à prendre en compte.

Grèce : les gradins de la haine

La Grèce est le pays d'Europe le plus frappé par le problème du hooliganisme qui prend souvent là-bas des formes pratiquement insurrectionnelles. Le football, en Grèce, a valeur de religion et depuis une vingtaine d'années, les débordements sont devenus monnaie courante. Face à cette violence, les groupes d'extrême droite ne pouvaient que trouver un terrain idéal de développement et de recrutement. Les Grecs, comme les Italiens et les Espagnols, ne vivent que pour leurs clubs et délaissent l'équipe nationale. Quatre clubs sont réputés pour leurs fans néo-nazis ; deux clubs du nord, Aris et le PAOK Salonique, et deux clubs d'Athènes, l'Olympiakos et le Panatinaïkos.

Les deux clubs d'Athènes (qui se haïssent cordialement) ont des effectifs de hooligans variant entre 2000 et 3000 membres extrêmement bien structurés. Ces hooligans sont ouvertement néo-nazis même s'ils comptent dans leurs rangs de nombreux anarchistes, notamment au Panatinaïkos. Hé oui !! Il semblerait que ce soient les affrontements réguliers avec la police anti-émeute grecque qui attirent ces camarades dans des rangs si peu recommandables... En 1982, les supporters du Panatinaïkos ont fondé une organisation néo-nazie, le NOPO, qui regroupait l'ensemble des supporters athéniens néo-nazis en intégrant également ceux de l'Olympiakos. Le NOPO s'est illustré par des actions particulièrement violentes contre les supporters de Salonique, mais a disparu entre 1985 et 1986. Comme pour tous les hooligans d'Europe, le modèle de référence des Grecs est le hooligan britannique. Les néo-nazis grecs ont établi de nombreux contacts avec des fascistes anglais, et essentiellement avec le fanzine du défunt Ian Stewart : *Blood and Honor*. Il n'existe pas une réelle corrélation entre Anglais et Grecs, et le mythe de l'internationale hooligan d'extrême droite n'est vraiment qu'un mythe. Cette influence est, par contre, significative du caractère idéologique des hooligans grecs. Les néo-nazis d'Athènes développent un discours antisémite, nationaliste quant à la question de la Macédoine[13], vouent une haine féroce à la minorité grecque venue de Turquie avant la Première Guerre mondiale et traitent de «Bulgares» les gens de Salonique. Certains groupuscules d'extrême droite gravitent autour des stades, notamment l'Aube dorée, groupe paramilitaire. La guerre des stades, en Grèce, a valeur d'institution, elle tend d'ailleurs à toucher d'autres sports comme le basket. Pour bien saisir la portée de ce phénomène, il faut savoir qu'une affaire comme celle du match PSG-Caen est banale en Grèce, et que des émeutes opposant plusieurs milliers de fans soit entre eux, soit contre la police, éclatent régulièrement. En février 1981, 21 personnes ont trouvé la mort lors d'un match à Athènes. La structure de ces fans ouvertement néo-nazis est intéressante. Ils sont constitués comme n'importe quel club de supporters classique, de plus, ils bénéficient de l'avantage de vendre eux-mêmes les places des matchs à leurs membres avec l'accord des dirigeants du club. La police anti-émeute a depuis longtemps renoncé à intervenir dans les tribunes où ils se regroupent. Les hooligans font donc leur propre police dans leurs rangs. Idéologiquement, ils sont fascinés par la symbolique du III[e] Reich et par la mode skin d'Angleterre. Fort heureusement, malgré un discours néo-nazi, les hooligans grecs préfèrent avant tout le foot (*sic*) à la politique, et quant à faire un choix, ils préfèrent les tribunes comme l'affirme ce hooligan de l'Olympiakos en parlant du groupe Aube dorée : «Avec eux, il n'est jamais question de football ! Or je préfère largement le foot à la politique. Disons que je suis sympathisant mais pas membre actif de ce mouvement»[14].



L'extrême droite dans les tribunes populaires des stades de football est un fait incontestable qui doit cependant être ramené à sa juste valeur. C'est avant tout un phénomène européen qui touche tous les pays et surtout actuellement les pays de l'Est. Nous aurions pu évoquer les cas de pays tels que la Suisse, la Suède, les Pays-Bas, ou encore la Pologne où de nombreux membres de l'extrême droite fréquentent les stades. C'est un phénomène lié (une fois de plus !) à la crise touchant l'ensemble des pays et qui permet à l'extrême droite de développer son discours sur les notions de nationalisme (Angleterre et Allemagne) auprès d'une population désorientée du point de vue idéologique. La haine de l'autre (celui de l'équipe d'en face), le vocabulaire guerrier employé par les média autour du moindre match d'importance font que nous assistons à une résurrection moderne des jeux du cirque. D'ailleurs, nos gouvernants doivent préférer voir les gens se battre dans les stades que dans la rue. L'extrême droite a très bien compris les avantages qu'elle pourrait gagner à militer dans les tribunes. Cependant, même si elle recrute dans les stades, son influence reste minime car elle n'a pas pris en compte un certain nombre de données comme la jeunesse des hooligans et la véritable notion de clan qui existe chez les jeunes qui communient ensemble, entassés dans ce que l'on appelle les Kops[15].

À chaque fois que des groupes d'extrême droite ont parachuté des sergents recruteurs chez des groupes de hooligans, leur impact a été nul ou sans intérêt. La notion de hooligan s'attache avant toute considération politique à un quartier (comme à Londres), à une ville, voire à un pays. Certains groupes d'extrême droite l'ont oublié en pensant trouver des futurs militants tout

prêts à être formés. On est par contre en droit d'être inquiet quand se développe, comme en Allemagne de l'Est, une violence dans les stades complètement rattachée à la violence sociale qui a engendré les drames de Rostock ou de Solingen.

1. Voir l'article de Patrick Mignon dans *Le Monde diplomatique* de juin 1992.
2. Le nom jingoïsme provient d'une chanson populaire composée avant la guerre des Boers.
3. Voir *La société anglaise* de François Bédarida, collection Seuil Histoire, 1990, chapitre 6.
4. Extrait de *Génération Supporter* de Philippe Broussard, p. 36, éditions Robert Laffont, 1990, très bon livre de référence.
5. L'Union Jack est le nom du drapeau britannique.
6. Ce paragraphe s'inspire largement d'un article paru dans *Searchlight*, n°226, avril 1994.
7. Citation de Mussolini qui est aujourd'hui la devise d'un groupe facho de Vérone.
8. La mairie de Milan est tenue par la Lega depuis les dernières élections municipales.
9. Kreuzberg est le quartier turc de Berlin où l'on trouve de très nombreux squats politiques autonomes.
10. Devise des Brigadas Blanquiazules, fans d'extrême droite de l'Espagnol de Barcelone.
11. Interview dans ***Cambio 16*** du 16 février 1987.
12. *Génération Supporter*, p. 175.
13. Lors de la dernière coupe du monde aux États-Unis, on a pu voir pendant un match avec la Grèce une banderole réclamant l'intégration de la Macédoine à la Grèce.
14. *Génération Supporter*, p. 291.
15. Le Kop est le nom de la tribune située derrière l'un des buts du stade de Liverpool. Par extension, ce nom est devenu synonyme de toutes les tribunes placées derrière les buts et où les places sont les moins chères.

L'Autriche en gris

Depuis les élections nationales d'octobre 1994, l'Autriche est devenue le pays d'Europe le plus proche du renouveau fasciste, après l'Italie. On pronostique que le leader du FPÖ, Jörg Haider, surnommé le «yuppie fasciste», sera le futur chancelier. Quant à l'Anti-antifa autrichienne, elle est devenue l'une des plus actives et des plus dangereuses d'Europe depuis l'année dernière. Nous avons porté notre regard sur cette situation.

L'Autriche a la réputation – bien méritée – d'être un foyer d'activités fascistes. Historiquement, c'est le pays natal d'Adolf Hitler, et des milliers d'Autrichiens ont rejoint le parti nazi pendant la guerre ou se sont engagés dans la SS. Aujourd'hui, les néo-nazis autrichiens sont classés parmi les plus dangereux d'Europe.

Coup d'œil sur les statistiques : 525 actions d'extrême droite ont été enregistrées, 113 raids et 20 arrestations ont été notées en 1993[1]. Il semble que ce soit seulement la partie émergée de l'iceberg car on sait que les chiffres officiels sont généralement plus bas que les chiffres réels. Le même sondage montre que 77 des 425 partis politiques enregistrés sont de «tendance d'extrême droite», que la plupart des groupes néo-fascistes sont désormais organisés en «cellules» dures à contrôler et que les Autrichiens d'extrême droite sont les plus grands consommateurs européens de propagande néo-nazie (disquettes et cassettes vidéo). La police estime à 20 000 le nombre de militants d'extrême droite en Autriche. Un autre sondage réalisé par *Profil*, un magazine de gauche, a révélé que 69% des autrichiens ne se sentaient pas menacés par l'activité néo-nazie[2]. Cependant, 78% disent que l'activité néo-nazie est un problème à combattre, 86% pensent que les néo-nazis sont un danger pour la démocratie et 59% pensent qu'une loi condamnant la négation de l'Holocauste serait nécessaire.

Jörg Haider, 44 ans, leader du FPÖ (Parti libéral autrichien), représente le côté acceptable de cette activité pour le public. Aux élections d'octobre 1994, il a obtenu des résultats renversants avec 22,6% des voix : cela fait du FPÖ le parti d'extrême droite – se présentant aux élections – qui a le plus de succès en Europe. Il multiplie par deux les résultats du Front national : même la coalition de Berlusconi n'a pas eu autant de succès puisque les voix remportées devaient être divisées entre les trois partis.

Haider est là depuis un moment, mais il a pris beaucoup d'importance quand il a été élu leader fédéral en 1986. Sous sa présidence, le FPÖ a obtenu 29% des voix dans la province de Carinthie en 1989 (10% de moyenne nationale). La Carinthie était un lieu clé du soutien nazi pendant la Seconde Guerre mondiale. Depuis les élections nationales, le FPÖ occupe 42 sièges au nouveau Parlement. Bien que Haider crie bien haut qu'il n'est ni fasciste, ni raciste, les faits démentent l'image : ses deux parents étaient nazis et le journal antisémite qu'il éditait, *Nouvelles de Carinthie*, était tout à la gloire de la collaboration autrichienne avec Hitler. Une partie de sa fortune personnelle provient directement des réquisitions de forêts appartenant à des Juifs en 1940. Il se rend régulièrement aux réunions SS annuelles, et il a soutenu les campagnes d'amnistie en faveur de criminels de guerre nazis. En 1989, Haider a participé à au moins un meeting avec Jean-Marie Le Pen et Franz Schönhuber des REPs allemands. Et après les élections d'octobre, Le Pen lui a envoyé un télégramme de félicitations. Reinhart Gaugg, le leader actuel du FPÖ en Carinthie, a récemment défini le mot NAZI comme suit : «Nouveau, Attractif, Zélé et riche en Idées», ce qui est une référence évidente à Haider. Ce dernier a détourné cette plaisanterie en la qualifiant de «blague de mauvais goût», mais ce n'est pas cela qu'ont retenu les Autrichiens. Un grand nombre d'entre eux sont heureux de voter pour le FPÖ, même s'ils savent exactement ce en quoi le parti croit réellement.

Fin 1994, Haider a annoncé son tout dernier plan : un «mouvement de citoyens» qui briserait le «goulot d'étranglement» formé après la guerre par les deux prin-

***Deutsche Nationale Zeitung*, journal à la solde du FPÖ, commentant le film de Steven Spielberg : «La Liste de Schindler, un mensonge ?»**

Membres de la VAPO à l'entraînement

cipaux partis politiques, afin de créer une troisième république où il installerait la démocratie directe. Le mouvement s'appelle «Citoyens 98». Le nombre 98 fait référence à l'année des prochaines élections générales en Autriche, où Haider est sûr d'avoir de bonnes chances. Un grand nombre de membres-clé du FPÖ sont étroitement liés à la VAPO, l'organisation néo-nazie dirigée par Gottfried Küssel. Küssel est actuellement en prison pour 11 ans, pour avoir tenté de ressusciter le parti nazi et pour avoir nié l'Holocauste. À son premier procès, Küssel a pris dix ans, mais il y a eu un vice de forme et le procès a dû avoir lieu à nouveau. On a entendu des soupirs de soulagement quand il a été à nouveau condamné et que sa peine a été augmentée.

Ceci dit, la condamnation de Küssel n'a pas été sans problème. Tout le monde en Europe sait que l'Autriche a été secouée en décembre 1993 par une série de lettres piégées. Ces bombes ont blessé le maire de Vienne, Helmut Zilk, qui a perdu trois doigts dans l'explosion qui a eu lieu chez lui. La secrétaire d'un avocat chargé de dossiers sur l'immigration a également souffert de blessures aux mains. Enfin, deux autres bombes ont explosé, sur un total de dix bombes découvertes.

L'enquête de police a tout d'abord été menée de façon complètement idiote. Dans un premier temps, la police a insisté sur le fait que les bombes étaient le travail d'extrémistes serbes, c'était une fausse piste destinée à porter à confusion, car l'une des personnes qui a reçu une bombe était un journaliste croate qui avait une émission télévisée pour les réfugiés et les minorités. Ceci dit, la police a été obligée d'éliminer cette hypothèse quand il a été révélé que les lettres étaient signées «Comte Rüdiger von Starhemberg». Le comte von Starhemberg vivait au XVII[e] siècle, il a défendu l'Autriche contre l'Empire ottoman, et est devenu un symbole nationaliste pour les néo-nazis autrichiens.

La police a donc arrêté cinq membres de la VAPO :

• Gerhard Endres, un ancien leader du Nationale Front (aujourd'hui interdit) de Gerd Honsik, actuellement membre-clé de la VAPO. Il est chargé depuis d'aider Küssel et d'assurer pour lui l'intérim de la présidence du parti, ainsi que de faire de la contrebande d'armes ;

• Peter Binder, leader de la VAPO pour Vienne, arrêté en République tchèque en possession d'un arsenal d'armes très important dont un litre de nitroglycérine ;

• Alexander Wolfert, membre de la VAPO et anciennement dans la Légion noire en Croatie ;

• Hans-Georg Ley, qui a été impliqué dans des activités terroristes au Sud-Tyrol dans les années 1980. Sa femme, qui travaille pour la police de Vienne, a été prise en train de copier des informations sur les antifascistes sur les ordinateurs de la police ;

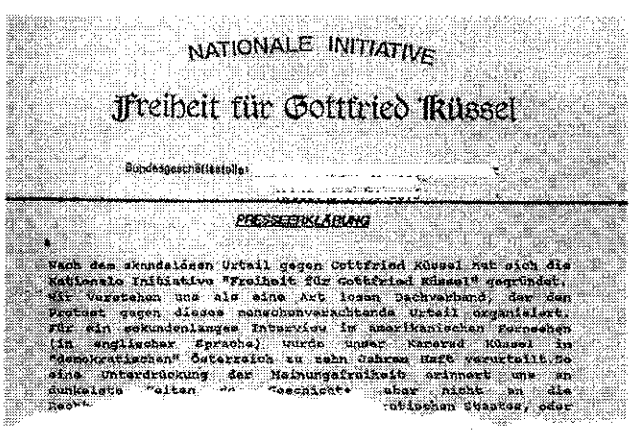
• Franz Radl, dont on pense qu'il est le cerveau des attentats et le plus grand expert de l'Anti-antifa autrichienne. Il a fait quinze mois de prison pour avoir nié l'Holocauste. D'autres néo-nazis autrichiens de la VAPO ont été aussi recherchés par rapport aux bombes, mais personne dans la police n'a semblé se préoccuper des connexions avec l'Allemagne. En effet, Arnulf Priem, l'un des leaders néo-nazis berlinois, a été aperçu dans le métro viennois ce week-end-là. Pendant des semaines, des rumeurs ont couru sur son implication. Il est clair que les bombes ont été envoyées pour faire pression sur les autorités au moment où s'achevait le premier procès de Küssel. Mais il devait y en avoir d'autres. Le second procès de Küssel s'est terminé en octobre 1994, accompagné par une dizaine de lettres piégées dont les cibles ont été un éditeur de livres slovènes de Klagenfurt, un centre de conseil pour étrangers et une usine de papier employant beaucoup d'immigrés.

Cette fois-ci, la police a révélé qu'elle enquêtait sur les connexions avec l'Allemagne et sur un nommé Peter N., ingénieur-chimiste de Wiesbaden et un des fondateurs du Nationalistische Front, maintenant interdit. Il avait apparemment rencontré les poseurs de bombes autrichiens à Berlin plusieurs mois avant la première série de lettres piégées. Des documents trouvés dans son appartement montrent qu'il connaissait le type de détonateur très particulier utilisé dans les bombes autrichiennes. La police a également arrêté trois Autrichiens pour la seconde série de bombes. Depuis lors, les néo-nazis autrichiens sont restés actifs, malgré l'emprisonnement de Küssel et des autres. Deux membres de la VAPO ont été arrêtés en mai 1994 après avoir battu à mort un sans-abri à Innsbruck. Ils avaient 14 et 15 ans. Ils ont été recrutés à Innsbruck par un club de supporters de football, les «Têtes folles», dominé la VAPO. Deux autres membres des «Têtes folles» ont été condamnés pendant cette période pour «activité visant à restaurer le national-socialisme».

Le 22 octobre, il y a eu un rassemblement néo-nazi à Innsbruck, mais il a échoué après l'intervention d'antifascistes autrichiens et internationaux. Il était prévu qu'il y ait une marche à travers le centre ville mais cela a fini par un petit rassemblement dans un gymnase scolaire ; les antifascistes ont réussi à faire pression sur les autorités afin d'empêcher le rassem-blement, ils ont utilisé une tactique consistant à occuper les principales places de Innsbruck.

Tout cela est sorti dans les journaux par le biais de la nouvelle de la mort d'un étudiant antifasciste qui a été retrouvé sur une voie ferrée. La police a déclaré qu'il s'agissait d'un suicide, mais le conducteur du train a dit que Harald Hanisch, l'étudiant, était déjà mort quand il lui a roulé dessus. Il se peut qu'il ait été tué par des néo-nazis qui participaient au rassemblement. La voie sur laquelle il a été trouvé est un endroit reculé, et pourtant, Hanisch n'était jamais venu à Innsbruck auparavant et ne pouvait donc pas connaître cet endroit. On avait vu rôder des gangs néo-nazis dans les rues avant la manifestation.

Début novembre, il y a eu des menaces de mort contre l'éditeur de Klagenfurt ciblé en octobre, contre le pape Jean-Paul II, Bill Clinton et ô surprise, contre Jörg Haider. En décembre, la police anti-terroriste a trouvé un tank T-34 de la Seconde Guerre mondiale, un véhicule blindé de transports de troupes et une énorme cache d'armes alors qu'elle effectuait une perquisition chez des néo-nazis suspectés. La ferme où tout cela a été



NATIONALE INITIATIVE

Freiheit für Gottfried Küssel

Bundesgeschäftsstelle:

PRESSEERKLÄRUNG

Nach dem skandalösen Urteil gegen Gottfried Küssel hat sich die Nationale Initiative "Freiheit für Gottfried Küssel" gegründet. Wir verstehen uns als eine Art losen Dachverband, der den Protest gegen dieses menschenverachtende Urteil organisiert. Für ein sekundenlanges Interview im amerikanischen Fernsehen (in englischer Sprache) wurde unser Kamerad Küssel im "demokratischen" Österreich zu zehn Jahren Haft verurteilt. So eine Unterdrückung der Meinungsfreiheit erinnert uns an dunkelste Zeiten [illegible] aber nicht an die [illegible]

Tract de la Nationale Inititive demandant la libération de Gottfried Küssel, emprisonné pour avoir tenté de recréer le parti nazi et nié l'Holocauste.

découvert se situe dans un camp d'entraînement militaire situé à la frontière de la République tchèque. Deux hommes ont été arrêtés.
La police a elle-même été active sur la scène néo-nazie. Certaines factions sont proches de Haider et d'autres soutiennent la VAPO. Un tract qui a circulé dans la police viennoise début 1994 et qui affirmait que la protection «serait refusée aux politiciens qui sont pour le métissage» a été écrit par la police, c'est évident. Certains policiers ont ouvertement assisté à des réunions fascistes, ont prêté des armes à des néo-nazis connus, et un commissaire est réputé pour saluer ses collègues d'un joyeux «Sieg Heil». Wolfgang Purtscheller, un journaliste antifasciste de Vienne, plusieurs fois primé, qui a découvert la plupart de ces scandales, a été sérieusement frappé par la police en octobre dans une attaque qu'il n'avait pas provoquée. Il a été frappé jusqu'à ce qu'il perde connaissance et il souffre encore de ses blessures au genou provoquées par la police. Les flics lui ont également confisqué certains documents. L'attaque a eu lieu juste quelques jours après son retour de Berlin où il était intervenu à une conférence sur le fascisme en Allemagne et en Autriche. L'un des policiers impliqué dans l'attaque a été identifié ; c'est, à temps partiel, un garde du corps de Haider. Purtscheller est accusé d'avoir attaqué les cinq officiers de police.
Après les événements tumultueux qui ont secoué l'Autriche en 1994, on peut se demander ce que préparent les néo-nazis autrichiens. Les dernières nouvelles ne laissent rien présager de bon : la bombe qui a tué quatre Roms près de Vienne était à n'en pas douter l'œuvre de néo-nazis. L'Autriche est un pays qu'il faut surveiller de très près... ■

1. Sondage réalisé pour le quotidien *Kurier*, avril 1994.
2. *Profil*, 2 mars 1992, sondage téléphonique réalisé par ISMA les 28 et 29 janvier 1992.

Ciao Gian Maria

Après des années de lutte contre le cancer, Gian Maria Volonte s'est éteint en Grèce début décembre. D'aucuns seront étonnés de trouver dans *REFLEXes* un article sur cet acteur presque inconnu des nouvelles générations. D'autres penseront que le silence aurait eu plus d'élégance, cette élégance qui caractérisait tant Gian Maria, mais après l'article de *Libé*, ceux qui ont aimé Gian Maria Volonte ont quelques petites choses à dire.

Le Gian Maria dont nous nous souvenons n'est pas celui des films adulés par *Libé* (westerns spaghettis alimentaires, dans tous les sens du terme), mais celui de films moins connus, qu'il est encore nécessaire d'évoquer aujourd'hui, ne serait-ce que pour mieux comprendre l'histoire de l'Italie contemporaine.
Les Hommes contre (Uomini contro) nous raconte l'histoire des soldats italiens pris dans le piège des massacres de la guerre de 1914-1918. Plusieurs milliers d'entre eux furent fusillés pour désertion ou mutinerie. Au milieu de cette boucherie, Gian Maria campe un officier qui peu à peu réalise qu'il n'existe pas d'autre alternative que la révolte : «Tuons nos propres généraux et marchons sur Rome, le pouvoir au peuple et le socialisme !», s'exclame-t-il avant de mourir sous le feu de son propre camp.
Dans *Sacco et Vanzetti*, il est Vanzetti, immigré italien des années 1920 aux États-Unis, digne et anarchiste résolu ; sa condamnation à mort entraîna des manifestations importantes et violentes, tant aux États-Unis que dans la vieille Europe (des images d'époque sont intégrées dans le film). «Vous nous tuez parce que nous sommes ouvriers, anarchistes et italiens, et c'est beaucoup trop pour vous !», réplique-t-il à ses juges alors que Sacco sombre peu à peu dans la folie.
Dernier film nécessaire surtout à nos bureaucrates syndicaux qui rêvent encore à la socialisation par le Travail : *La classe ouvrière va au Paradis*.
Gian Maria est l'ouvrier modèle, «Lullu Massa», utilisé par la maîtrise afin de régler les cadences. Victime d'un accident du travail qui envoie son doigt au cimetière, Lullu se révolte contre la maîtrise mais aussi contre le syndicat «agent de la productivité» pour enfin appeler à la grève générale.
Voilà un aperçu de ses films, mais Gian Maria, c'est aussi le théâtre et son premier scandale alors qu'il joue *Le Vicaire*, une pièce racontant la collusion de Pie XII avec le nazisme. Pièce interdite dans la Rome catholique des années 1960 mais jouée malgré la présence policière due à son interdiction. Le théâtre de rue et l'agitation ont valu à Gian Maria de multiples arrestations au début des années 1970. Il réalise aussi un film dont le sujet est une contre-enquête sur la mort de l'anarchiste italien Pinellli, défenestré du commissariat central de Milan.
Durant cette période, Gian Maria participe à plusieurs expériences, notamment celle de la revue *La Classe*, à l'origine revue culturelle «squattée» par les militants de Potere Operiao. Il vote d'ailleurs pour que celle-ci devienne un porte-parole des grèves ouvrières. De la fiction à la réalité, Gian Maria était aussi l'homme libre et paisible, accessible à tous dans les rues du Milan rouge de l'après 1968.
La maladie l'éloigna bientôt et des plateaux et des assemblées générales, la longue agonie du mouvement révolutionnaire italien y a sans doute aussi été pour quelque chose. Pourtant, au début des années 1980, son nom réapparaît au bas de pétitions pour soutenir les demandes d'amnistie générale des militants emprisonnés pour leurs engagements dans les luttes des années 1970. Fidèle à son image, il reprend l'action pour éviter à certains de ses amis, dont Oreste Scalzone, la chape de plomb de dizaines d'années de prison distribuées par les juridictions spéciales. C'est à bord de son bateau que certains quittèrent l'Italie vers l'exil, sur ses flancs on pouvait lire cette phrase de Paul Valéry : «Le vent se lève, il faut tenter de vivre».
Tu vis encore en nous, Gian Maria, ciao. ■

Gian Maria Volonte, dans le rôle de Vanzetti

SEARCHLIGHT

THE INTERNATIONAL ANTI-FASCIST MONTHLY

Si vous voulez lire tous les mois *Searchlight* en VO vous pouvez :
• vous abonner : individus (24£), organisations (32£) à envoyer par mandat international ou Eurochèque à Searchlight 37B New Cavendish Street London WIM 8JR Grande-Bretagne (Chèque à l'ordre de Searchlight).
• acheter chaque mois *Searchlight* à Publico 145, rue Amelot 75011 Paris Métro République (20 frs le numéro).
• ou commander les numéros à Réflex 21ter rue Voltaire 75011 Paris. (20 frs le numéro, frais d'envoi inclus).

Des nouvelles de C18...

Le groupe néo-nazi le plus connu de Grande-Bretagne, Combat 18, a fait l'objet d'une série d'enquêtes de la police, après que *Searchlight* eut apporté aux autorités des preuves supplémentaires des projets du groupe concernant des attentats à la bombe et des assassinats contre ceux qu'il considère comme ses ennemis.

Quelques jours avant Noël, un nouveau recueil de 86 pages édité par C18 est apparu, qui contenait des centaines de noms et d'adresses d'antifascistes, plus une série de cibles incluant le chef de la police londonienne, Paul Cordon, le chef du Parti libéral démocratique, Paddy Astidown, et un certain nombre de permanents officiels des syndicats et de députés du Parti travailliste, liste accompagnée de schémas du parfait petit chimiste avec ces mots : «Maintenant vous avez la technique pour faire exploser ces salauds !». On trouvait également des textes accusant la police d'être le pire instrument de ZOG (gouvernement d'occupation sioniste) et où était nommé l'OPJ Richard Wall du Service international de Scotland Yard et de la Force d'intervention contre le crime organisé. Ce groupe a montré un intérêt certain pour C18 depuis les révélations de *Searchlight* sur les activités criminelles de ce dernier dans le domaine des stupéfiants. Un article était illustré par des photos de membres de C18 visitant le camp de Sachsenhausen, se couchant sur les tables utilisés par les tortionnaires nazis pour de pseudo-expérimentations médicales, et paradant devant le mur d'exécution des prisonniers avec un drapeau loyaliste de C18 Ulster.

Toute aussi choquante est la révélation selon laquelle Colin Ireland, un tueur en série d'homosexuels, aurait été poussé à commettre ses assassinats par les chefs de C18, comme un test pour voir s'il avait les capacités pour être un membre à part entière du groupe. Ils ajoutent qu'ils connaissaient Ireland depuis la vieille époque du National Front. Il apparaît que la police voulait saisir cette dernière publication mais l'opération a échoué. Les taupes de *Searchlight* infiltrées dans C18 obtinrent une copie qui fut envoyée à Scotland Yard. Des agents de la branche spéciale contre le crime organisé international sont alors intervenus aux domiciles de quatre membres-clés de C18. La police a annoncé que deux personnes considérées comme des figures majeures de C18 ont été déférées devant le parquet. De nombreuses copies du nouveau magazine ainsi que des CD de musique nazie (probablement le nouvelle réalisation de Blood & Honour) ont été saisis. Tout cela n'a pas empêché la tenue d'un meeting trois jours plus tard au cours duquel environ une centaine de nazis étaient présents. Le risque pour les victimes potentielles de C18 reste donc toujours réel. ■

du BNP...

• **L'échec de Dereck Beackon,** le conseiller local sortant du British National Party (BNP), dans la conquête d'un autre siège dans le cœur de l'est londonien a créé une ambiance de colère et de déception parmi les membres du BNP. Beackon était le seul candidat du BNP à avoir jamais gagné une élection lorsqu'il fut élu au conseil de la Tour Hamlet dans l'est londonien en septembre 1993 : succès de courte durée, puisqu'il a perdu son siège huit mois plus tard. Le BNP avait déclaré à ses militants que si Beackon ne gagnait pas son siège, il serait certainement en deuxième position, suffisamment bien placé pour mener une opposition dynamique. En réalité, il n'est arrivé qu'en troisième position, et de nombreuses personnes blanches (y compris racistes), choquées par sa violence, sentent que le BNP a dépassé sa date de péremption. Le BNP va néanmoins tenter de présenter des candidats à au moins deux élections locales dans l'est londonien. La première, fin janvier, doit montrer à quel point le BNP a perdu de son influence. Peter Hart, ancien membre du National Front, qui apparaît comme plus respectable que Beackon, se présentera à Newham, où le BNP et la droite des Conservateurs étaient en vogue ce printemps dernier.

• Dans le nord-est de l'Angleterre, trois membres du BNP ont été condamnés à deux ans de prison après une attaque contre un membre local du Parti travailliste et un jeune métis. ■

et des autres...

• **Alan Besheller, le chef du Ku-Klux-Klan** a été arrêté quand la police a perquisitionné son domicile au Pays de Galles en décembre dernier, en même temps que sa femme et trois de ses acolytes. La police a saisi du matériel de propagande, des costumes du Klan, un ordinateur et au moins une arme à feu. La perquisition a eu lieu après l'assassinat d'une personne âgée asiatique dans sa boutique à Nearth, dans le sud du Pays de Galles. Le soir de ses funérailles, des racistes ont attaqué un autre gérant de magasin dans un village proche. La police a procédé à de nombreuses arrestations après les deux affaires.

• **À la fin de l'année dernière, le Dr Ed Fields**, le chef du maintenant disparu Parti national des Droits des États de Géorgie aux États-Unis et éditeur de la revue nazie *La Vérité finale* est venu en visite en Grande-Bretagne comme invité des Amis d'OM, le fan-club du non-regretté leader fasciste Sir Oswald Mosley. Les Amis d'OM est l'association dont vous devez faire partie si vous êtes un chef-maton raciste comme Chris Hofewell, un négationniste comme David Irving, le chef du BNP comme John Tyndall ou un apologiste des chemises noires britanniques. Leur rencontre devait se dérouler dans le classieux Belgravia, mais un plaisantin a cassé les fenêtres avant qu'Irving ait pu parler. Celui-ci est récemment revenu d'une tournée US désastreuse au cours de laquelle son meeting à Portland (Oregon) n'a pas eu lieu et où un autre, à l'université de Berkley (Californie), a été brisé.

• Les militants antifascistes se préparent à **la venue en Grande-Bretagne de Gianfranco Fini**, leader de l'Alliance nationale. Fini a été invité à tenir une allocution devant l'Institut royal des affaires étrangères en février.
Un porte-parole a déclaré que l'invitation avait été étendue au leader d'extrême droite car le RIIA aime donner à ses membres l'opportunité d'écouter des hommes politiques et de les interroger sur leurs opinions.
Des appels ont été lancés pour empêcher Fini de débarquer en Angleterre et une manif a déjà été programmée pour le jour du meeting.

Un syndicat sous influence...

«FPIP pas, on est des fafs !»

La police, de par ses fonctions (garantie de l'ordre et de la répression), est un des corps de l'État les plus réceptifs aux thèses véhiculées par l'extrême droite. La percée politique du Front national à partir de 1983 a favorisé l'émergence d'un syndicat, la Fédération Professionnelle Indépendante de la Police (FPIP), véritable porte-voix du parti de Jean-Marie Le Pen à l'intérieur de la police.

Très vite, la FPIP connaît un certain succès, concrétisé en 1989 lors des élections professionnelles de la police, où, avec 7% des voix, elle devient la troisième force syndicale après la Fédération Autonome des Syndicats de Police (FASP) et l'Union des Syndicats Catégoriels (USC). Certains de ses membres sont alors impliqués dans l'affaire des attentats racistes contre un foyer Sonacotra et le journal *Globe*. À cette occasion, on découvre l'existence d'un réseau de policiers lié au PNFE, groupe néonazi, dirigé par le secrétaire général de la FPIP, l'inspecteur Serge Lecanu[1].

Le 5e Congrès de la FPIP au mois de mai 1990 est marqué par une reprise en main du syndicat par son président Philippe Bitault. C'est d'abord l'élimination des «extrémistes» les plus voyants. Ainsi Jean-Luc Carle, militant de l'Oeuvre française, perd son poste de secrétaire général du Syndicat Professionnel de la Police Nationale (SPPN), le syndicat le plus important de la FPIP, au profit de Philippe Bitault. Mais surtout, la ligne politique est rectifiée, afin de replacer la FPIP dans l'orbite du FN.

Ainsi, la FPIP reprend les thèmes du FN sur la sécurité : «Oui nous réclamons le rétablissement de la peine de mort pour les assassins de policiers, gens d'armes (sic !), femmes, enfants et pour tous les crimes odieux. Oui nous réclamons l'expulsion des étrangers délinquants, ceux qui profitent du laxisme de notre justice pour commettre leurs exactions sur le territoire national. Oui nous élevons nos voix quand les lois d'amnistie scélérates viennent effacer les crimes atroces commis par des voyous comme ce fut le cas il y a peu sur cette terre française du Pacifique ou laver des parlementaires, des caciques du PS et de la droite libérale de leurs exactions...»

Au cours de l'été 1990, les banlieues s'embrasent. À Vaux-en-Velin, Thomas Claudio est tué par des policiers lors d'une course-poursuite. Aussitôt, les jeunes de la cité pillent et brûlent un supermarché en représailles. Après Lyon (manif lycéenne du 12 novembre 1990), c'est Paris et sa banlieue (Argenteuil, Sartrouville) qui s'embrasent. En juin 1991, c'est au tour de Mantes-la-Jolie (où un jeune est abattu par la police tandis qu'une gardienne de la paix est écrasée par une voiture). La cérémonie d'hommage à la femme policier au commissariat de Mantes-la-Jolie tourne à la manifestation anti-gouvernementale. Le premier ministre est conspué par les policiers tandis qu'une manif s'organise à travers la ville ; la FPIP y est présente en force, accompagnée d'élus du FN et de Bernard Pons qui, lui, est applaudi. Voulant profiter de la situation, la FPIP appelle alors à une nouvelle manif pour le 17 juin, avenue Trudaine, pour commémorer la mort en juin 1983 de policiers abattus par des membres d'Action directe. Aussitôt, de mauvais souvenirs reviennent à la mémoire de Philippe Marchand, qui a remplacé Pierre Joxe au ministère de l'Intérieur. En effet, le 3 juin 1983, plusieurs milliers de policiers «en colère» réclamaient dans la rue le départ du Garde des Sceaux d'alors, Robert Badinter, et du ministre de l'Intérieur, Gaston Deferre. Plus inquiétant, les policiers chargés du maintien de l'ordre lors de la manifestation avaient «fraternisé» ouvertement avec les manifestants jusque sous les grilles du ministère de l'Intérieur, place Beauveau. Dans la manifestation, on avait remarqué la présence peu discrète de Jean-Marie Le Pen, qui, auréolé du bon score du FN à Dreux, était venu apporter son soutien à «ses amis policiers».

Philippe Bitault
Président de la FPIP

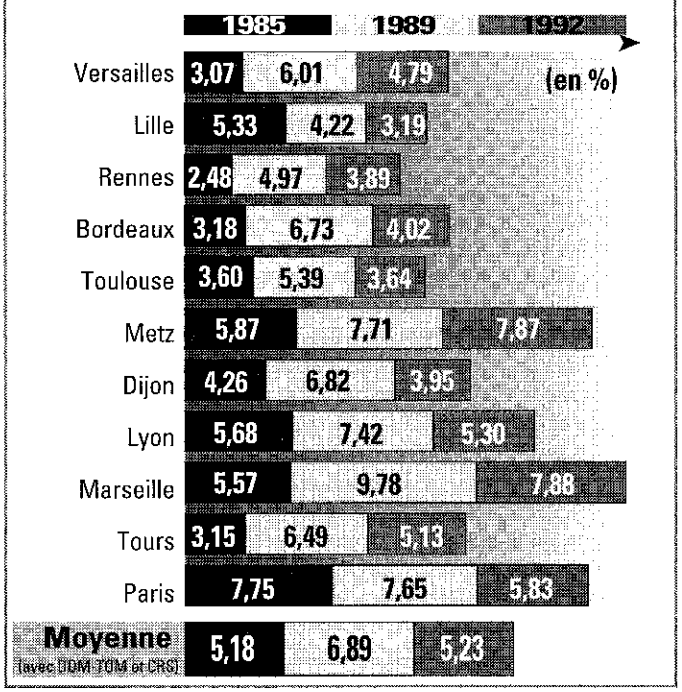
Pour éviter un prétexte aux mêmes débordements, la manifestation est interdite par le préfet de police de Paris. Néanmoins, une trentaine de manifestants sont présents le jour dit, avant d'être dispersés par les forces de l'ordre.

D'autres sanctions tombent et décapitent la FPIP : Philippe Bitault, son président, est révoqué de la police ainsi que trois autres de ses adjoints : Michel Tridan de la CRS 45 (secrétaire régional de la FPIP sur Lyon), Alain Benoit (secrétaire national chargé des CRS), Ange Quesada (délégué FPIP de la CDI 94). Sept autres policiers sont suspendus : Danielle Martinez, Bernard Pattedoie, Patrick Hallier, Patrick Estreme, Gérard Hamid Saïdi ainsi que deux membres de la CRS 24. Les ennuis de la FPIP ne s'arrêtent pas là : suite à cette affaire, des dissensions internes se font jour à l'intérieur du syndicat. En avril 1992, une assemblée générale du syndicat est convoquée par Jean-Paul Laurendeau, qui remplace Philippe Bitault, révoqué. Au cours de l'AG, Laurendeau et deux autres

Résultats de la FPIP

aux élections de 1985 à 1992 par SGAP

(Secrétariat Général pour l'Administration de la Police)



membres du bureau essayent d'évincer Bitault du poste de président fédéral. La manœuvre échoue mais laisse perplexe. Ambitions personnelles ou tentative de prise de contrôle politique ? Bitault et Laurendeau sont pourtant tous les deux membres du Front national (Bitault est conseiller municipal FN de Gonesse et Laurendeau est élu dans le Val-de-Marne). Le FN a-t-il eu peur de perdre son influence sur le syndicat avec la révocation de Bitault et a-t-il pour cela voulu garder son leadership grâce à Laurendeau ?

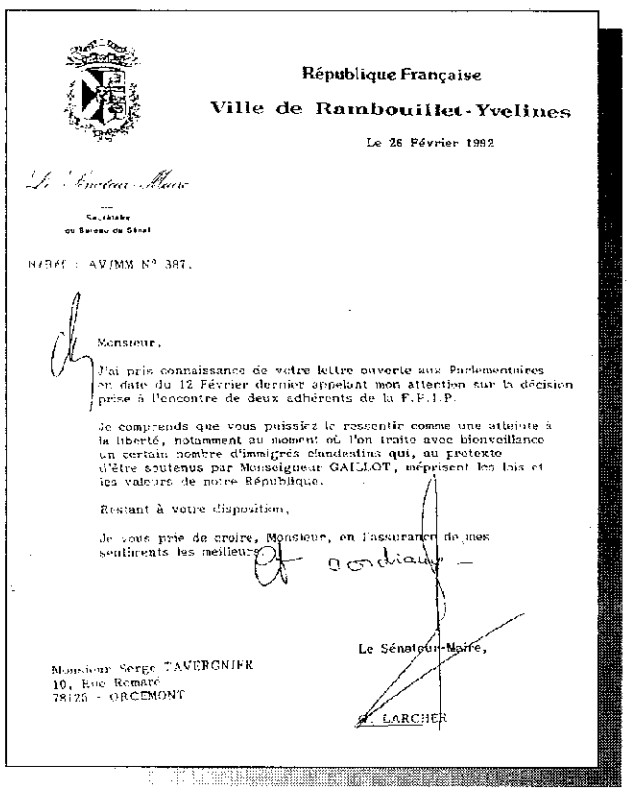
En tout cas, les relations FN-FPIP semblent se refroidir à partir de cette époque. Ainsi, Jean-Marie Le Pen n'envoie pas un mot d'encouragement à la FPIP pour les élections professionnelles de la police comme en 1989[2]. Les élections se déroulent fin 1992 et se traduisent par un recul de l'audience de la FPIP, puisqu'elle passe de 7% des voix à 5,23%. Seul le Sud avec Marseille et l'Est avec Metz résistent un peu mieux avec une moyenne de 8%. Diminuée par les révocations et les suspensions de ses principaux dirigeants, en perte de vitesse sur le terrain syndical, la FPIP renoue avec la crise. Pour sortir de son isolement politique et syndical, Bitault décide un réajustement de la politique de son syndicat en décidant de se démarquer un peu plus du FN pour se rapprocher de la droite traditionnelle, dont la victoire est pronostiquée par tous les instituts de sondage. Pour les législatives de mars 1993, la FPIP, par la voix de son président, ne donne «aucun mot d'ordre», «aucune consigne de vote» à ses adhérents et amis, à part le consensuel «faites battre les socialistes».

Ce repositionnement se confirme à la lecture du numéro 9 du trimestriel de la FPIP, *Police et Sécurité magazine*, destiné à ses sympathisants non policiers. On y trouve l'interview de Michel Personnaz, sous-brigadier de police et candidat du FN à Drancy, celle de Jean-Pierre Pierre Bloch, candidat UDF-RPR de la 19e circonscription de Paris, celle de maître Garaud, l'avocat de Légitime Défense, une association très proche du RPR, qui se présente sous l'étiquette CNI en Ariège. Bitault espère ainsi, en élargissant le soutien de son syndicat à l'ensemble de «la droite française», qu'elle ne l'oubliera pas et saura lui renvoyer l'ascenseur. Cette stratégie s'avère payante. Peu après les élections se constitue une sorte de lobby pro-FPIP au sein de la nouvelle majorité (particulièrement au sein du RPR), groupe de pression hétéroclite qui va de Balkany à De Villiers en passant par Gérard Longuet, Alain Madelin, J-C Gaudin, Jacques Chaban-Delmas... En tout une centaine de députés, sénateurs et maires qui interviennent auprès de Pasqua et de Balladur (en envoyant des lettres ou en posant des questions au Parlement) en faveur de la réintégration des policiers de la FPIP révoqués. Dès avril 1993, Daniel Martinez et Bernard Pattedoie, tous deux suspendus suite à la manifestation de l'avenue Trudaine, voient leur suspension levée. La réintégration de l'inspecteur Gaudino, auteur de l'enquête sur les fausses factures du PS, permet aussi d'espérer une issue favorable pour Bitault et ses camarades. D'ailleurs, ce n'était pas la première fois que Pasqua faisait preuve de mansuétude envers la FPIP : déjà en 1986, il avait réintégré son président d'alors, Didier Gandossi, révoqué de la police après la première manifestation de l'avenue Trudaine en 1983. Depuis, celui-ci est devenu le directeur de la police municipale de Balkany.

D'autre part, Pasqua, qui chasse sur les terres de Le Pen, ne peut ignorer un syndicat qui, malgré ses difficultés, reste influent, notamment dans le sud de la France. ■

Suite au prochain numéro...

1. Sur cette affaire, voir *REFLEXes* n°25-26, novembre 1989.
2. Voir numéro commun *REFLEXes / Noir et Rouge* n°28-29.



République Française

Ville de Rambouillet-Yvelines

Le 26 Février 1992

Le Sénateur-Maire

Cabinet du Bureau du Sénat

N/Réf. : AV/MM N° 387.

Monsieur,

J'ai pris connaissance de votre lettre ouverte aux Parlementaires en date du 12 Février dernier appelant mon attention sur la décision prise à l'encontre de deux adhérents de la F.P.I.P.

Je comprends que vous puissiez le ressentir comme une atteinte à la liberté, notamment au moment où l'on traite avec bienveillance un certain nombre d'immigrés clandestins qui, au prétexte d'être soutenus par Monseigneur GAILLOT, méprisent les lois et les valeurs de notre République.

Restant à votre disposition,

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Sénateur-Maire,

Monsieur Serge TAVERGNIER
10, Rue Renard
78125 - ORCEMONT

R. LARCHER

Lettre de soutien à la FPIP de Gérard Larcher

Luigi Fabbri :

Un effort de lucidité à l'aube du fascisme et du bolchevisme

Ceux de l'escorte ouvrirent l'obscure cellule, fermèrent brutalement les menottes qui serraient mes poignets et m'unissaient par une longue chaîne aux autres prisonniers, ils nous descendirent du train à la station Castellamare Adriatico. C'était une journée du printemps de 1899, et j'allais en direction d'une résidence surveillée sur l'île de Ponza.[a]

C'est à peu près dans ces termes que Fabbri se souvient un quart de siècle après sa sortie de prison qu'il dut souffrir pour avoir pris la direction de *L'Agitazione*[1] d'Ancône, durant une période de grande répression après la condamnation de Malatesta. Pendant que Fabbri se dirigeait vers Ponza, Malatesta s'évadait de l'île de Lampedusa[b]. Luigi avait 21 ans et fut libéré en octobre 1900 après que Gaetano Bresci eut mis définitivement fin aux activités du roi Umberto 1[er].

Depuis ses années de lycée, Fabbri était militant, il a vécu la phase ascendante et organisationnelle de l'anarchisme italien et a participé, par la suite, aux grands mouvements de révolte qui permirent de croire aux possibilités insurrectionnelles immédiates des «masses», des mouvements dont l'échec dans leurs ambitions profondes d'égalité et de liberté ont laissé apparaître dans le champ politique les deux phénomènes majeurs du XX[e] siècle : le bolchevisme et le fascisme.

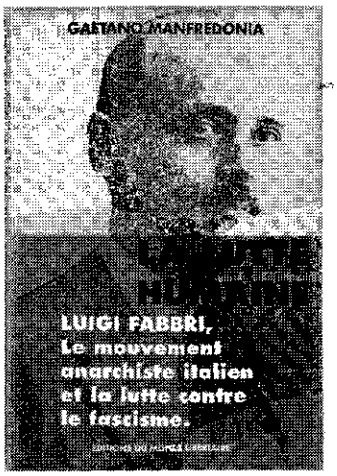
Obligé de s'exiler et expulsé de France, il se réfugia à Montevideo où il mourut en 1935.

Malgré son intense activité, malgré ses écrits et malgré son influence internationale, Fabbri est peu connu en France. L'étude que vient de lui consacrer Gaetano Manfredonia[c] est, selon moi, importante pour deux raisons : premièrement, parce qu'à travers sa biographie, on comprend bien la relation entre la pensée qui analyse sa propre situation et les événements historiques qui sous-tendent la théorie et la conditionnent, mais aussi qui la dévient ou l'abusent, et, en même temps, pour qui veut bien la voir, la place prépondérante que prennent les valeurs défendues (dans ce cas les valeurs de l'anarchisme ouvrier révolutionnaire) pour la compréhension de la réalité sociale. En second lieu, parce qu'en plus d'inclure la traduction française des articles les plus importants de Fabbri sur le fascisme, Manfredonia situe l'analyse dont nous venons de parler dans le contexte historique de l'époque : la Révolution russe et Octobre 1917 avec le ralliement international de l'anarchisme à la révolution en Russie ; en 1918, la fièvre révolutionnaire montait en Italie (début du Biennio rosso) jusqu'à atteindre son apogée en 1920 avec l'occupation des usines ; la répression du nouveau pouvoir bolchevique contre les socialistes (de gauche) et les anarchistes commence en 1918-1919, mais elle n'est connue réellement à l'extérieur qu'à partir de Cronstadt (1921) ; en décembre 1922 se réunit le congrès constitutif de l'Association Internationale de Travailleurs (AIT) appelé anarcho-syndicaliste, mais à cette époque, la «marche sur Rome» avait déjà eu lieu (octobre 1922), le fascisme était maître de l'État en Italie. En Russie, en se retirant, la lame de fond de l'action révolutionnaire populaire laissa au pouvoir une nouvelle classe dirigeante qui supprima toute opposition après les sessions du congrès de l'Internationale Syndicale Rouge (ISR) et la mort de Kropotkine.

Mais avant d'arriver à cette période critique de notre histoire, Fabbri élabora sa conception théorique de l'anarchisme et de l'action révolutionnaire au début du siècle au contact de la réalité du prolétariat en ébullition, que les contemporains appelaient «les mouvements de masse». Finie l'époque héroïque de la Bande del Matese[2] et des actes individuels : l'heure est à l'organisation. En 1901, les anarchistes de Rome préparent un programme socialiste anarchiste adopté par plusieurs fédérations et groupes de la péninsule. Le programme considère que les anarchistes doivent s'impliquer dans l'organisation ouvrière de classe, il affirme l'anti-parlementarisme libertaire et mesure l'utilité de l'organisation spécifique (entendez idéologique).

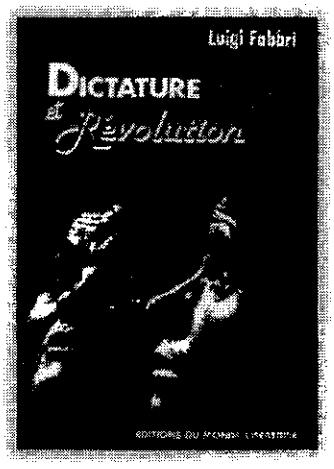
Fabbri fut toute sa vie un défenseur actif de l'organisation tant syndicale que spécifique. L'organisation syndicale est l'expression de la condition économique, de classe, du prolétariat, l'organisation spécifique est l'expression de la volonté de donner une orientation consciente au changement social (ou à la révolution), de définir un projet. L'articulation entre les deux fut le grand problème de l'anarchisme révolutionnaire. La position de Luigi Fabbri à partir de 1905 privilégie l'action syndicale bien qu'il reconnaisse que «le syndicalisme [...] ne peut suffire à lui seul à la résolution de la question sociale»[d]. Son attitude à l'égard du syndicat est moins critique, du moins jusqu'à l'échec de la «settimana rossa»(1914), que celle de Malatesta pour qui le syndicat est «par nature réformiste»[e]. Au Congrès anarchiste d'Amsterdam (1907), où sur ce sujet polémiquèrent Malatesta et Monatte, Fabbri vota favorablement la motion de l'un et celle de l'autre.

En ce temps-là, Fabbri (ainsi que Borghi) est partisan de la neutralité syndicale (neutralité par rapport aux idéologies politiques[3]) et il est resté attaché à cette idée, bien que les expériences l'obligent à la nuancer surtout après les année 1920, comme le montre la polémique qu'il y a eu durant de nombreuses années entre lui et Malatesta d'une part et avec La Protesta de Buenos Aires par ailleurs au sujet de la position «finaliste»[4] de la FORA (Fédération Ouvrière Régionale Argentine).



Ces premières années du siècle, déjà si lointaines, virent Malatesta et Fabbri engagés dans la défense de l'idée d'organisation face aux fortes tendances anti-organisatrices et individualistes existant dans l'anarchisme du XIX[e] siècle. Les deux proposèrent un parti anarchiste-socialiste : «Je soutiens que l'organisation des anarchistes en parti est utile et nécessaire» (Fabbri, 1905). Lors du congrès international d'Amsterdam dont nous avons déjà parlé, Luigi Fabbri présenta un rapport sur l'organisation anarchiste dont nous citons deux paragraphes : «Nous voulons en fin de compte une organisation consciente, qui dépende de notre volonté pour ne pas être obligés de subir une organisation inconsciente et non avouée», et puis les anarchistes adversaires de l'organisation dans la société actuelle «oublient qu'après la révolution l'anarchie ne fleurira pas d'elle-même comme un champignon, si elle ne trouve pas des organismes adaptés pour répondre aux nécessités de la vie sociale et capables de se substituer avec succès aux vieux organismes abattus ; et il pourrait arriver que par faute d'organisme libertaire, la nécessité de vivre suggère aux hommes de retourner aux organismes autoritaires.»

Peu à peu, l'agitation ouvrière s'accentue avec des répercussions dans l'environnement politique et avec la constante augmentation de la répression policière. Pour les anarchistes, la possibilité de l'action insurrectionnelle se présente lorsque, à partir de 1911, la guerre de conquête de Lybie et la campagne antimilitariste qui s'en suit mobilisent l'opinion. Cette agitation insurrectionnelle traverse plusieurs phases dans les années 1912-1913 et débouche en juin 1914 sur la «settimana rossa». Les mouvements de masses et l'action insurrectionnelle présentèrent un nouveau désaveu : contrairement à un vieux préjugé, la révolution n'est pas faite par les révolutionnaires mais par les gens. La nécessité d'un «front unique» semblait s'imposer.



Malatesta ne subordonnait pas la participation des anarchistes à la révolution à la condition que cette révolution soit anarchiste. Il était convaincu, et Fabbri également, que la société libertaire se construit graduellement et que cette construction ne finira jamais. Mais l'insurrection est un moment privilégié dans lequel la participation des masses induit un nouveau cours à l'histoire. Cependant, la réalité impose ses limites à la révolution : Fabbri exprime la première de ces limites lorsqu'il reconnaît que «l'action des grandes masses est toujours excessivement utilitaire et même quand elle semble rebelle, elle a tendance à s'adapter au moindre mal.» (*Il Pensiero*, 16 août 1911) ; la seconde est que les anarchistes ne sont pas les seuls à proposer une finalité et une forme d'action au sein des masses, il y a aussi des partis socialistes, des syndicats réformistes, des mouvements légalistes. Durant la «semaine rouge», lorsque la grève générale est déclarée dans toute l'Italie, la CGL appelle à la reprise du travail cinq jours après le début du mouvement. La base continua quand même la résistance, mais le gouvernement put envoyer rapidement la troupe.

Le même schéma se reproduit au cours du «biennio rosso» (1919-1920), lorsque le mouvement ouvrier sous l'impulsion des anarchistes connaît une radicalisation et un essor considérables. L'union des forces prolétaires est fortement ressentie à la base et les anarchistes, lorsqu'en avril 1919 les fascistes incendient *L'Avanti*[5], proposent un front unique de toutes les forces subversives ; mais il est impossible que des organisations qui ont des fins différentes parviennent à se mettre d'accord, et malgré la volonté de quelques militants, les divergences entre le PSI ou la CGL et la USI (influencé par les anarchistes) ou la UAI (Union des Anarchistes Italiens) surgissent en permanence.

La conclusion de toutes ces années d'illusions et d'échecs est exposée par Luigi Fabbri dans le rapport intitulé *Le front unique révolutionnaire*, présenté au congrès de Bologne de la UAI (1920), rapport dans lequel il se prononce contre un front conçu comme un cartel de partis ; l'union doit se réaliser à la base entre tous ceux qui ont décidé de participer à la situation révolutionnaire. «Bref, écrit Fabbri, il faut s'habituer à considérer les partis et les organisations officielles comme étant incompétentes et incapables pour l'œuvre révolutionnaire... nous n'excluons pas du nombre notre Union anarchiste et l'Union syndicale»[6]. Fabbri ne pouvait pas connaître la tragique expérience de la révolution espagnole où le front unique allait permettre l'hégémonie du parti communiste et la trahison de toute espérance révolutionnaire. Cette époque fébrile exigeait par ailleurs un effort de clarification, difficile car il s'opposait au grand enthousiasme produit par la Révolution russe dans les classes opprimées.

Malatesta, exilé à Londres, fut le premier à attirer l'attention dans la lettre qu'il envoya à Fabbri le 30 juillet 1919 et qui fut publiée dans *Volontà* d'Ancône, sur la «dictature du prolétariat» et les dangers que la conception de l'État défendue par les chefs bolcheviques faisait courir à la révolution. L'année suivante, R. Rocker en yiddish (*Freie Arbeiter Stimme de New York*, 15 mai 1920) et Kropotkine en français depuis Dimitrov, près de Moscou (*Les temps nouveaux*, 15 août et 15 septembre 1920) signalent la déviation autoritaire et dictatoriale, au sens classique du terme, que le nouveau gouvernement imprimait à la révolution.

À partir de la lettre de Malatesta, *Volontà* continue à publier des articles sur la question et Fabbri intervient avec un article : «Dictature ou Anarchisme» qu'il a complété et développé dans un livre, certainement son livre le plus important, *Dictature et Révolution*, paru en mai 1921. «Livre théorique, écrit Manfredonia, il est aussi une analyse lucide et perspicace du cheminement de la révolution russe à un moment où les développements autoritaires de l'époque stalinienne n'étaient encore qu'esquissés»[8].

Dans cette même terre d'Italie, un autre danger apparaissait avec les bandes fascistes, associées dans un premier temps aux agissements des «Gardes blanches» de la bourgeoisie. La lutte sur le terrain exigea de fait une union de défense à la base qui donna lieu au mouvement des «arditi del popolo». Ces groupes généralement locaux ou régionaux, qui pratiquaient la lutte armée, surgirent un peu de toutes parts en Italie et les anarchistes en furent fréquemment les initiateurs. Les socialistes désavouèrent immédiatement ces groupes car ils se plaçaient dans l'illégalité. Dans un premier temps, les communistes prirent une part active dans le mouvement puis le

désavouèrent lorsqu'ils ne parvinrent pas à le contrôler. (Le PCI aux mains des Bordiguistes se prononça contre les «arditi del popolo» en juillet 1921). Si à ce moment s'est esquissé un front uni dans la lutte antifasciste, les conditions n'étaient plus révolutionnaires mais purement défensives. Puisqu'il n'y avait pas de finalité, de projet qui aille au delà de la survie, le mouvement disparut rapidement avec le triomphe du fascisme. Il y eut une autre tentative d'union antifasciste en février 1922 avec la création de l'Alliance du travail, une coordination de toutes les forces syndicales, depuis les libertaires de l'USI jusqu'aux républicains en passant par la CGL et les syndicats autonomes des dockers et des cheminots. Les communistes critiquèrent cette alliance et après un appel à la grève générale très peu suivi, la voie était libre pour le fascisme.

La condamnation du fascisme par les anarchistes a toujours été claire et ferme, mais la compréhension de la nature réelle du fascisme et de sa caractéristique de totalitarisme moderne n'apparut que peu à peu. Ce fut de nouveau Fabbri qui commença cet effort d'analyse nécessaire. Dans un petit texte écrit dans les derniers mois de 1921, c'est-à-dire près d'un an avant la prise du pouvoir par Mussolini, texte auquel il donna le titre *La contre-révolution préventive*, l'auteur propose une analyse globale du fascisme que l'on ne peut résumer ici (nous renvoyons le lecteur intéressé au texte original). Nous signalerons seulement quelques points, comme par exemple le fait que le fascisme se développe après l'échec de la révolution, qu'il compte avec l'appui du grand capital et de vastes secteurs de l'État, qu'il s'affirme d'entrée dans les régions les plus rouges de l'Italie, qu'il torpille la forme libérale démocratique de l'État que la même bourgeoisie avait construit et que, même s'il «sert momentanément à éloigner le désastre du régime [...] il lui en prépare un avenir encore plus funeste et catastrophique».

Évidemment, après la dernière guerre et les formes extrêmes du totalitarisme que furent le nazisme et le stalinisme, puis l'apparition d'autres régimes et mouvements fascistes déguisés par le folklore local, nous avons aujourd'hui une meilleure compréhension du phénomène fasciste et de ses énormes dangers. Cependant, l'analyse de Fabbri, qui fut une des premières et fut réalisée dans la chaleur de la lutte, est un puits d'informations qui mérite de temps en temps un retour à sa lecture.

Deux livres donc à ne pas laisser de côté : *Dictature et révolution* de Luigi Fabbri et *La Lutte humaine* de Gaetano Manfredonia. ■

Bibliographie

Les notes par lettre renvoient aux ouvrages ci-dessous :

a) Fabbri, Luigi, «Un viaje con esposas», in *La Protesta, suplemento quincenal*, 30 janvier 1927 Buenos Aires.

b) Fabbri, Luigi, *Malatesta*, éd. Americalee, Buenos Aires, 1945, pp. 108 à 113.

c) Manfredonia, Gaetano, *La lutte humaine. Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme*, éd. du Monde libertaire, Paris, 1994.

d) Fabbri, Luigi, *Sindicalismo e anarchismo, Il Pensiero*, 1909, cité par Gino Cerrito, *Dall'insurrezionalismo alla settimana rossa*, Firenze, 197,. p. 81.

e) Sur les opinions de Malatesta au sujet du syndicalisme *cf. Congresso anarchico tenuto ad Amsterdam* (août 1907) LP editrice, Torino, 1978 et *Sindicalismo e anarchismo*, Umanita Nova, (Roma) n° 82, 6 avril 1922. In Malatesta, Errico, *Pagine di lotta quotidiana*, Vol. I, Carrara, 1975.

f) Manfredonia, Gaetano, *op. cit.*, pp. 52-53.

g) *ibid.*, p. 45. *Dictature et révolution* fut traduit en français et publié par les éditions du Monde libertaire en 1986.

1. *L'Agitazione* était le journal publié par Malatesta à Ancône en 1897-1898.

2. Banda del Matese : en 1877, un groupe d'internationalistes, parmi lesquels on trouve Cafiero, Malatesta et Ceccarelli, prennent par les armes quelques communes paysannes de la province de Benevento dans la zone du massif du Matese (*cf. Storia degli anarchici italiani*. P. Carlo Masini. Rizzoli editore, Milano, 1969).

3. Se réfère à la conception du syndicat comme réunissant les ouvriers uniquement sur leur condition de classe, ou de salariés. Sa plus typique expression se retrouve dans la *Charte d'Amiens* (1906) : «Le congrès affirme l'entière liberté pour les syndiqués de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de luttes correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat des opinions qu'il professe au dehors».

4. Se réfère à la déclaration du V[e] congrès de la FORA (1905) qui proclame comme «finalité sociale» la propagande du communisme anarchiste, afin que les travailleurs ne se satisfissent pas de «la conquête d'améliorations transitoires» et marchent vers leur «complète émancipation».

5. Quotidien du Parti socialiste.

Abonnement

REFLEX[es]
21[ter] rue Voltaire 75011 Paris

• REFLEXes (6 numéros)	100 francs	150 francs (soutien)
Diffusion :	3 exemplaires	5 exemplaires
	240 francs	400 francs
• No Pasaran ! (10 numéros)	50 francs	100 francs (soutien)
• REFLEXes + No Pasaran !	140 francs	250 francs (soutien)

Ajouter 20 francs pour l'international

• Adhésion à l'association SCALP-REFLEX	50 francs (précaire)	100 francs (soutien)
	et à partir de 150 francs en soutien	

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : **Ville :**
Pays : **Téléphone (facultatif) :**

Chèque à l'ordre de REFLEX
écrivez-nous pour demander un catalogue du matériel disponible (autocollants, T-shirts, badges, livres...)

«À propos de l'affaire Guingouin...»

M. Taubmann est l'auteur de *L'affaire Guingoin* (voir *Notes de lecture* p. 26) et journaliste de télévision. Il y a quelques années, il travaillait à FR3-Limousin, la région où Guingouin passait ses vacances. Il le rencontre en 1983 et fait un film avec lui sur la Résistance, les maquis, la Libération.

La Libération dans le Limousin

À la suite de ce film, j'ai eu envie de savoir pourquoi cette résistance avait été populaire et massive (G. Guingouin libère Limoges en août 1944, à la tête de 20 000 hommes, ce qui fait 8% de la population du département). C'est un des départements où la Résistance a été la plus importante. Je voulais aussi savoir pourquoi cette résistance avait été occultée. Pourquoi on parle toujours du Vercors, du Montmouchet, des Glières (des maquis qui ont été massacrés), et pourquoi on ne parle jamais du maquis Limousin. C. Tillon dit de Guingouin qu'il est l'homme qui a mis en pratique, à une grande échelle, peut-être le seul, la tactique de guérilla. On l'a même surnommé le Tito limousin.

«Guingouin a été résistant à tout : aux Allemands, à Vichy, au Parti communiste, il restera dans l'histoire comme un Robin des Bois... Lui, il s'est bien plus battu contre la police de Vichy que contre les Allemands.»

Fin mai 1944, la direction du Parti communiste en zone sud a donné ordre à tous ses chefs FTP de prendre les villes et les villages, c'est-à-dire de prendre le maximum de positions avant le débarquement pour être en position de force vis-à-vis de De Gaulle et des alliés. Cette tactique essentiellement politique ne visait pas à une mobilisation populaire, mais à une prise de pouvoir par les armes, par des groupes armés qui n'avaient aucune efficacité militaire par rapport à la libération du territoire. Guingouin était un homme pragmatique qui menait une lutte pour la libération du territoire. Il a donc refusé de prendre Limoges. Heureusement, parce que la division Das Reich arrivait et il y a eu Tulle et le massacre d'Oradour, les autres villes prises par les résistants ont dû être abandonnées. Que se serait-il passé à Limoges ? Sûrement un massacre à grande échelle. Le grand mérite historique de Guingouin, c'est d'avoir libéré la ville sans effusion de sang, et en libérant les gens vivants, ce qui est quand même fondamental. C'est son grand mérite, mais c'est aussi pour le PC son grand tort. Car Guingouin est l'homme qui s'est mis en travers des plans du PC. Car évidemment, la décision du PC de faire une zone libérée dans le centre ouest de la France n'était valable que si la principale ville était libérée, si la capitale régionale était libre. C'était une stratégie élaborée à Moscou, il s'est mis en travers de la stratégie de l'Union soviétique, qui ne souhaitait pas que les Anglo-américains avancent trop vite à l'Ouest. À cette époque, on ne savait pas si le débarquement allait réussir et on ne connaissait pas la vitesse de l'avancée des Alliés.

Guingouin et le PC

Guingouin est membre du PC avant-guerre. Il a un idéal communiste, il est responsable régional du Parti, mais ses liens avec l'appareil stalinien sont très lâches ; il n'a jamais été ni à l'école des cadres, ni à Moscou. Ce n'est pas un homme du sérail. Après la guerre, il a été victime de l'épuration menée par le PC contre la plupart des chefs des FTP. La direction après la guerre c'est Thorez, l'homme qui a passé la guerre à Moscou, puis Marchais, l'homme qui a passé la guerre en Allemagne dans les usines d'armement allemandes. La direction n'a de cesse dès 1944 de reprendre les rênes. On vise les FTP, la résistance populaire : ce qui différencie l'affaire Guingouin des autres affaires, c'est que non seulement il est exclu, mais qu'ensuite l'appareil d'État prend le relais, exactement comme dans les pays de l'Est. À ma connaissance, c'est la seule affaire interne au PC qui se passe comme si le PC avait le pouvoir. On est en 1953, Guingouin est emprisonné, on tente de l'assassiner, on le met ensuite à l'hôpital psychiatrique. On l'accuse d'être un agent anglais pendant la guerre ; on l'accuse d'être un voleur, il est donc poursuivi pénalement, devient un voleur, un assassin (crime de droit commun comme dans les pays soviétiques) ; la justice bourgeoise l'emprisonne, et en février 1954, on tente de l'assassiner à Brives. On le laisse pour mort, trois semaines dans le coma. Et finalement, on le met en hôpital psychiatrique. Il y a une connivence plus que surprenante entre l'appareil stalinien et l'appareil d'État bourgeois pour éliminer un homme qui dérangeait le PC, mais aussi les anciens pétainistes, la nomenklatura socialiste de Limoges, en fait tous les pouvoirs établis.

En effet, Guingouin incarne une résistance populaire qui ne peut pas plaire à la bourgeoisie, mais qui va à l'encontre de la politique du Parti communiste, qui remet en cause les intérêts d'appareil. Il incarne à Limoges un projet de transformation sociale autogestionnaire. 1944 est une crise révolutionnaire chez beaucoup de résistants communistes, et plus largement de gauche : il y avait une volonté de transformation radicale, qui allait bien au-delà du PC. Guingouin incarnait tout cela à Limoges. Quelques mois après la Libération, il est victime d'un accident de voiture, tout à fait étrange, car sa voiture sortait des garages de l'armée en novembre 1944. Dès ce moment-là, il

est mis à l'écart. Dans les semaines qui ont suivi la Libération, on a tout fait pour empêcher que l'exemple de cette résistance unitaire, de transformation sociale fasse tache d'huile.

Guingouin, maire de Limoges à la Libération

Guingouin n'est pas un politicien : c'est un idéaliste, maximaliste au plan social en 1944 mais minimaliste au plan politique. Il imposait dans la région en tant que préfet du maquis une autre légalité et une justice sociale (il imposait certains tarifs pour les denrées alimentaires et pour permettre une meilleure répartition des richesses). Il a infligé une terreur sociale aux possédants, aux pétainistes, etc. On l'a ensuite accusé d'avoir exercé une terreur physique. Guingouin réquisitionnait les biens des profiteurs, des pétainistes. Il est sûr que pendant la période de l'après-Libération, sous prétexte d'épuration, il y a eu des liquidations d'opposants. Mais Guingouin n'a rien à voir avec cela. Après la guerre, on a transformé Guingouin en tueur. En 1954, on a parlé d'une bande de tueurs qui agissait pendant l'occupation, d'une pègre qui agissait impunément et sous la Libération. Ce qui revient à dire qu'il n'y a plus de résistance, plus de régime de Vichy, etc. Cette confusion a été entretenue par le PC. Un héros de la résistance est devenu un bandit.

À la Libération, des policiers pétainistes ont retourné leur veste, d'autres personnes ont arrangé leurs dossiers ; cela signifie que les anciens pétainistes devront allégeance toute leur vie aux gens qui leur ont laissé la vie sauve et arrangé leurs dossiers. La Haute-Vienne est un des seuls départements ayant eu un préfet communiste, Chaintron, qui par la suite a quitté le PC. Le PC l'a fait [*a utilisé cette technique de recyclage d'anciens pétainistes, ndr*], mais bien sûr beaucoup d'autres l'ont fait. Ce sont des techniques de pouvoir. La France est le pays où la collaboration d'État a été poussée le plus loin. Il y a un lien entre le fait que les institutions, les élites politiques, économiques et intellectuelles aient été collaborationnistes, avec la force du PC après la guerre. Il a joué de la culpabilité des intellectuels, et au sein de l'appareil d'État, il tenait des gens. Ces techniques de manipulation ont été souvent employées par les communistes, qui ont su très tôt se servir des institutions qu'ils avaient récupérées.

Guingouin, 40 ans après

Il ne se préoccupe pas tellement d'être reconnu. Il reste toujours partisan d'une autre société. Il est très loin de tous les appareils, mais reste attaché à un idéal. Il porte un grand intérêt aux sources du socialisme, le socialisme utopique, les idées autogestionnaires, les coopératives. Il fait constamment référence à Pierre Leroux, père de l'autogestion en Creuse, dans une mouvance un peu libertaire.

Le PC lui avait proposé de revenir au parti dans les années 1960 ; il avait posé des conditions comme de reconnaître les erreurs pendant la guerre dont le pacte germano-soviétique, ce qui évidemment n'était pas possible. Guingouin est toujours chevalier de la légion d'honneur depuis 1945, et le flic qui l'a fait arrêter après la guerre (qui était un flic de Vichy au cabinet de Bousquet et avait participé à la rafle des Juifs à Marseille en 1943), et bien lui a eu la légion d'honneur de la part de la Grande Chancellerie, le 14 juillet 1994. Il y a eu une cérémonie à Limoges pour la remise de la médaille.

Seul *L'Écho du Centre* (proche du PC) en a parlé. Alors évidemment, ces gens (du PC) n'ont plus rien à voir avec la justice sociale ni avec le socialisme, ni avec aucun idéal. Ils n'ont à voir qu'avec les élections cantonales, régionales, municipales...

Pourquoi ce livre ?

C'est un engagement personnel. Il porte sur la Résistance et aussi sur les appareils du PC et du PS, comment les pouvoirs établis de gauche ont repris la main tout de suite, comment il y a une pérennité des pouvoirs, des institutions. Ceux qui ont repris le pouvoir après la guerre dans le Limousin sont ceux qui n'avaient pas résisté. C'est l'ancien maire de Limoges qui avait voté les pleins pouvoirs à Pétain. C'est le directeur du journal *Le Populaire du Centre* qui avait dirigé un journal ouvertement collaborationniste, et c'est le député Jean Le Bail qui n'a rien fait. Ceux qui avaient été résistants, ce sont souvent ceux qui n'avaient pas le pouvoir de la parole, qui étaient de milieux défavorisés, moins brillants, ceux-là ont tous été éliminés. On est dans une période où la gauche traverse une crise terrible, à la fin du règne de Mitterrand, où il y a remise en cause de la part des militants socialistes, des milieux associatifs, etc. Ce livre a une actualité qu'il n'aurait pas eu il y a peut-être quinze ans. Il y a eu la désillusion de 1936, du Front populaire, de la Libération, de 1981 et le fait que l'Histoire se répète interminablement. Un jour les choses s'inverseront... C'est un livre contre le stalinisme, mais aussi un livre contre tous les pouvoirs établis, et la connivence des pouvoirs. C'est la chose qui m'a le plus frappé. Je ne pensais pas qu'il pouvait y avoir une telle conjonction d'intérêts entre les uns et les autres au-delà des effets de tribune, des conflits, des polémiques... lorsque l'essentiel était en jeu, c'est-à-dire leur gagne-pain, leur place, tous ces gens-là, hommes politiques, policiers, magistrats, pouvaient se réunir. Bien sûr, il y a aussi des gens courageux. La réalité de l'occupation est complexe : les élites (politiques, économiques, etc.) ont trahi. La majorité a voté les pleins pouvoirs à Pétain, les chanteurs, les acteurs sont partis en tournée en Allemagne...

Mais il y a eu à la fois une résistance militaire mais aussi civile avec des milliers de gens qui ont planqué des Juifs. Guingouin a été résistant à tout : aux Allemands, à Vichy, au Parti communiste, il restera dans l'histoire comme un Robin des Bois... Lui, il s'est bien plus battu contre la police de Vichy que contre les Allemands. ■

Du passage de l'Ebre aux combats du Mont Gargan, de Guadalajara à Limoges... les Partisans espagnols
(collection privée Charles Gerlon)

notes de lecture

SOMMAIRE

L'AFFAIRE GUINGOUIN de Michel Taubmann .....
..... **L'AFFAIRE PEIPER** de Martin Roger
UNE JEUNESSE FRANÇAISE de Pierre Péan .....
..... **LA MAIN DROITE DE DIEU** d'Emmanuel Faux, Thomas Legrand, Gilles Perez

L'AFFAIRE GUINGOUIN

de Michel Taubmann
éd. L. Souny • 1994
125 francs

Ce livre vient compléter les deux excellents livres* parus il y a quelques années qui racontaient la lutte des maquis dans la région limousine, et plus particulièrement dans le maquis du Mont Gargan, pas très loin d'Oradour-sur-Glane où la Division Das Reich, en remontant du Sud, a massacré plus de six cents personnes.
Remarquablement documenté, fruit d'un long travail, ce livre a beaucoup de mérites. Déjà celui de faire la lumière sur la capacité (la nocivité) des appareils politiques et d'État à faire alliance pour faire taire toute voix discordante dans les années suivant la Libération. Si les Résistants ont été encensés pendant près de trente ans par les pouvoirs, c'est rapidement ceux qui avaient collaboré ou étaient restés en arrière qui ont recueilli les fruits et l'aura de la lutte des années 1940 à 1945. Mitterrand, comme le montre Pierre Péan, est de ceux qui, attendant le bon moment pour choisir, se sont retrouvés rapidement propulsés dans les sphères des ministères.
Ce livre marque l'Histoire de ceux et de celles qui, loin des appareils et du pouvoir, se sont essayés à traduire dans les réalités, même dans une période difficile, certaines des valeurs mises en exergue par les théories socialistes et communistes. Dans une région, le Limousin, où depuis le milieu du XIX[e] siècle, avec les apports des ouvriers (les maçons creusois) les idées de partage et de justice sociale rencontraient un fort écho auprès d'une paysannerie très communautaire, la Résistance n'a pas seulement été une résistance à l'occupant, d'ailleurs fort peu présent, mais bien une guerre contre le fascisme, contre le nazisme, pour une autre société. Dans nombre de villages, les Juifs purent trouver refuge, ainsi que des milliers de jeunes du STO (Service du Travail Obligatoire). Et, avec ce livre, un parallèle avec le rôle des partis de gauche établis (PC et PS) pendant la guerre d'Algérie est à faire. Car entre 1954 (début l'insurrection) et 1962, ce sont des dissidents, des indépendants, qui ont été les fers de lance du soutien au peuple algérien et à la lutte pour l'indépendance et qui ont été peu aidés par leurs partis politiques, voir combattus.
Ce livre n'est pas un livre-mémoire. Il est plus de par son éclairage, sa mise en relation d'une Histoire avec la période actuelle. Guingouin apparaît comme un homme, qui, loin des cérémonies et des agapes qu'offrent le pouvoir, avait au cœur de sa région, avec les hommes et les femmes, construit un autre devenir possible. Ni le PC, ni le PS n'ont été capables de le mener à bien. Au contraire. Dans l'attente d'un retour au pouvoir (même si le messie Delors a refusé de s'y coller), acceptant un capitalisme triomphant, arc-boutée sur des conceptions traditionnelles et dépassées par l'évolution, la gauche, face à un monde où la barbarie se répand de Sarajevo à Alger, de Kigali à Los Angeles, est incapable d'offrir d'autres repères et d'autres valeurs.
Quand certains parlent aujourd'hui de résistance face à l'ordre du monde où les idées autoritaires gagnent toujours plus de terrain quels qu'en soient les propagateurs, quand certains parlent d'accueillir les réfugiés algériens et bosniaques, les déshérités du Sud et du Nord, quand certains parlent de vouloir transformer l'ordre du monde, ils sont toujours aussi peu nombreux.
À la lumière du livre de Guingouin, c'est pour eux un espoir dans l'action individuelle et collective, dans la volonté de continuer à estimer possibles les lendemains qui chantent ! ■

* *Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, édition L. Souny.
Le premier maquisard de France, G. Monédiaire, édition L. Souny.

ERRATUM : dans le *REFLEXes* n°44, page 33, dans la note de lecture «Antisemitism World Report 1994» au lieu de «Institute of Race Relations» il fallait lire «Institute of Jewish Affairs».

L'AFFAIRE PEIPER

de Martin Roger
éd. Dagorno • 1994
110 francs

Roger Martin, auteur de romans policiers sur le Ku Klux Klan (entre autres sous le pseudonyme de Kenneth Ryan), mais aussi d'un essai sur l'extrême droite aux États-Unis*, revient dans son dernier livre *L'affaire Peiper* sur un mystère vieux de 18 ans. Joachim Peiper était un ancien colonel SS qui était le responsable (entre autres choses) d'un massacre de soldats prisonniers à Malmédy lors de l'offensive des Ardennes en décembre 1944 ; condamné à mort, il échappa à la sentence grâce entre autres à l'action du sénateur Mac Carthy. Après douze ans de prison, Peiper travailla dans l'industrie automobile, mais aussi pour une maison d'édition qui dépendait de la HIAG (une organisation d'aide aux anciens nazis). Puis il prit sa retraite (?) en Haute-Saône jusqu'en 1976 où sa présence en France fut découverte et fit scandale. Dans la nuit du 13 au 14 juillet 1976, sa maison brûla et l'on découvrit un cadavre calciné... Roger Martin reprend toutes les pièces du dossier de la vie et de la mort de Peiper. Présentant les différentes pistes avant de livrer son hypothèse qui n'est qu'un des scénarios possibles. Passionnant comme un roman noir, non brun plutôt ! ■

* *Amerikkka. Voyage en Amérique fasciste*, 1989, éd. Calmann-Lévy.

UNE JEUNESSE FRANÇAISE
FRANÇOIS MITTERRAND 1934-1947

de Pierre Péan
Fayard, Paris, 1994

LA MAIN DROITE DE DIEU
ENQUETE SUR FRANÇOIS MITTERRAND ET L'EXTREME DROITE

de E. Faux,
Th. Legrand, G. Perez
Seuil, Paris, 1994

Deux livres récents ont provoqué une onde de choc dans la gauche française en révélant ou plutôt en confirmant les relations troubles qu'entretenait François Mitterrand avec l'extrême droite, de sa jeunesse à aujourd'hui. Le premier est une longue enquête de Pierre Péan sur la jeunesse de Mitterrand, *Une jeunesse française. François Mitterrand 1934-1947*. Celle-ci éclaire la formation politique du jeune Mitterrand, puis son passage dans l'administration de Vichy et enfin son entrée dans la Résistance. François Mitterrand naît dans une famille de droite, et il s'engage très tôt chez les Volontaires nationaux, un mouvement créé par le Colonel de La Roque. Il participe étudiant à au moins deux mobilisations racistes et antisémites : la première manifestation en 1935 vise à empêcher les étudiants étrangers de s'inscrire en faculté de médecine. L'autre est une mobilisation contre un professeur de droit, juif, qui conseillait le Roi d'Éthiopie contre l'Italie mussolinienne à la Société des Nations. Mitterrand écrivait aussi à la même époque des articles littéraires dans *L'Écho de Paris*, un journal de droite, pro-franquiste et mussolinien. Certains des amis de François Mitterrand participaient au mouvement terroriste d'extrême droite La Cagoule et l'un d'eux fut impliqué dans le meurtre de deux antifascistes italiens.

Pendant la guerre, Mitterrand est fait prisonnier et s'évade trois fois avant de rejoindre la France. Alors que, employé dans l'administration de Vichy, il s'occupe officiellement des anciens combattants emprisonnés, il participe à un réseau qui aide les évasions de prisonniers en Allemagne. À cette époque, il est pétainiste. Son engagement total dans la Résistance date comme beaucoup de l'année 1943, mais la même année, il reçoit la distinction la plus importante du régime de Vichy. C'est après la guerre qu'il dit avoir rencontré René Bousquet (ancien secrétaire général de la police sous le régime de Vichy) *via* Jean-Paul Martin, directeur de cabinet du directeur général de la police nationale en 1943 et informateur du mouvement de résistance de Mitterrand. Lors du procès de Bousquet, Martin témoigne en faveur de Bousquet en laissant peut-être entendre qu'il aurait rendu quelque service à la Résistance... Mitterrand aujourd'hui parle de Bousquet, numéro deux de la police de Vichy, dans des termes favorables : «Ce n'est pas un Vichyssois fanatique, comme on l'a présenté... c'est un homme d'une carrure exceptionnelle. Je l'ai trouvé plutôt sympathique, direct, presque brutal. Je le voyais avec plaisir. Il n'avait rien à voir avec ce qu'on a pu dire de lui.» Mitterrand et Bousquet se sont vus plusieurs fois, et ils étaient tous les deux présents à l'enterrement de leur ami commun Jean-Paul Martin en 1986. Mitterrand était hostile à l'ouverture d'un nouveau procès pour crime contre l'humanité contre René Bousquet.

Si le passage du maréchalisme en 1940 à la résistance en 1942-1943 est assez classique surtout pour quelqu'un de droite, l'amitié et la fidélité à un certain nombre de personnages troubles qui ont pu (peut-être) rendre service à la fin de la guerre mais qui ont été des maillons actifs de la collaboration est intolérable. La sortie du livre de Péan a précipité celle du livre de trois journalistes de radio (Europe 1, RTL, RFI), Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Perez, *La main droite de Dieu*, qui examine cette fois-ci les rapports que Mitterrand a entretenu avec l'extrême droite. L'idée de ce livre est venue après qu'a été distribué lors de la manifestation après la profanation du cimetière juif de Carpentras le 14 mai 1990, la lettre de Mitterrand à Le Pen (du 22 juin 1982), regrettant que le congrès du FN n'ait pas été couvert par la presse radio-télé. À la suite de pressions présidentielles, Le Pen a été invité par TF1 ; c'est le début de la médiatisation du FN. Les auteurs reprennent un certain nombre d'affaires où Mitterrand et certains socialistes donnent des coups de pouce à l'extrême droite et *vice-versa* : en 1988, Roland Dumas, ami personnel du chef de l'État, rencontre Roland Gaucher qui lui assure que la tendance Stirbois fera voter en sous-main pour Mitterrand. Ce n'était pas la première fois, déjà en 1965, le candidat de l'extrême droite Jean-Louis Tixier-Vignancourt avait appelé à se désister pour Mitterrand sans que celui-ci récuse ce soutien encombrant. Des coups de pouce locaux ont aussi existé, par exemple à Draguignan en 1984, le baron socialiste du Var, Édouard Soldani, aurait payé la campagne du FN (environ 300 000 francs) afin de diviser la droite et rester au pouvoir. Marseille est aussi un haut-lieu des accords contre-nature. Les auteurs rappellent opportunément l'histoire de la liste Marseille Sécurité de l'avocat d'extrême droite Manovelli qui se désista au deuxième tour des municipales de 1983 pour Deferre, permettant à ce dernier de conserver son siège de maire. Dix ans plus tard à Gardanne, c'est Tapie qui aurait magouillé avec Le Pen ; cela aurait permis à Tapie d'être élu à Gardanne, et à Le Pen d'éviter de voir élu à Vitrolles son principal rival, Bruno Mégret. Plus que la partie sur la jeunesse de Mitterrand et son engagement vichyste, beaucoup plus détaillée dans le livre de Péan, ce sont les chapitres sur Mitterrand et la guerre d'Algérie qui sont les plus éclairants. En 1982 est déposée une loi d'amnistie des généraux putschistes ; cette décision que François Mitterrand a imposée au Parti socialiste est en fait le résultat d'une promesse que Mitterrand a faite par deux fois : en 1965 entre le premier et le deuxième tour des élections présidentielles, et en 1981 aux représentants de l'organisation de Pieds noirs le Recours (qui a ensuite appelé à voter contre Giscard). En 1962, Mitterrand témoigne à décharge aux côtés de Jean-Marie Le Pen lors du procès du général Salan, un des fondateurs de l'OAS. Mitterrand, favorable à l'Algérie française, a été en 1954 successivement ministre de l'Intérieur, puis garde des Sceaux. C'est à ce titre qu'il a joué un rôle dans l'exécution de Fernand Yveton. Ce militant communiste a été arrêté en novembre 1956, accusé d'avoir placé une bombe dans un local désaffecté d'une usine à gaz d'Alger. La bombe n'a pas explosé.

Yveton a été condamné à mort et un recours en grâce a été déposé auprès de Mitterrand, ministre de la Justice, du président de la République et du Conseil supérieur de la magistrature.

Selon un membre de ce conseil, Mitterrand a voté la mort de ce militant.

Mitterrand à propos de Bousquet, numéro deux de la police de Vichy : «Ce n'est pas un Vichyssois fanatique, comme on l'a présenté... c'est un homme d'une carrure exceptionnelle. Je l'ai trouvé plutôt sympathique, direct, presque brutal.»

Les voilà qui arrivent !

Un livre outil pour ceux qui veulent comprendre le phénomène inquiétant de l'extrême droite européenne.

Éditions EPO / REFLEX
(à commander à REFLEX)